

Défense des droits (*weiquan*), microblogs (*weibo*) et « attroupements » (*weiguan*)

Le mouvement de défense des droits en ligne et hors ligne

TENG BIAO

RÉSUMÉ : L'essor actuel du mouvement civique de défense des droits (*weiquan*) en Chine va de pair avec le rapide développement d'Internet dans le pays. Les évolutions des systèmes idéologiques, politiques, juridiques, et des structures sociales ont permis l'apparition et le développement de toutes sortes de mouvements de défense des droits, dans et hors des tribunaux. Les technologies d'Internet – représentées notamment par les microblogs et autres médias sociaux – ont ensuite considérablement enrichi les formes d'action des mouvements sociaux, accru les capacités de mobilisation des activistes, et accéléré l'organisation des mouvements civiques de défense des droits, influençant ainsi profondément la transformation politique que la Chine est en train de vivre.

MOTS-CLÉS : *weiquan*, mouvements sociaux, web 2.0, médias sociaux, société civile.

Si le mouvement civique⁽¹⁾ de défense des droits n'a attiré l'attention que récemment, il a suscité dernièrement des analyses de plus en plus nombreuses : sur le contexte, la signification et les stratégies de ce mouvement, mais aussi sur ses acteurs ou certaines affaires qui s'y rattachent, etc. Ce texte s'attachera principalement à analyser la manière dont, au sein du mouvement de défense des droits, la communauté des juristes utilise Internet – en particulier les médias sociaux comme les microblogs – pour lancer toutes sortes d'opérations et mesurer ainsi l'influence que peut avoir Internet sur le mouvement de défense des droits.

L'essor du mouvement de défense des droits et ses conditions sociales

On considère en général que l'année 2003 marque un jalon pour le mouvement civique de défense des droits. Des avocats, des intellectuels, des journalistes ainsi que des dissidents sont largement intervenus lors d'affaires publiques sur la période (révélations de Jiang Yanyong à propos du SRAS⁽²⁾, affaires Sun Zhigang⁽³⁾, Sun Dawu⁽⁴⁾, et Li Siyi⁽⁵⁾ ainsi que celles de « la souris d'acier inoxydable »⁽⁶⁾ [不锈钢老鼠], l'affaire Du Daobin⁽⁷⁾ ou encore la participation de candidats indépendants aux élections des assemblées populaires cantonales), suscitant des échos importants dans la société. C'est à partir de la fin de l'année 2003 que des intellectuels ont commencé à parler d'« année des actions nouvelles pour les droits du peuple » ou d'« année faste pour les droits des citoyens »⁽⁸⁾. Peu après, l'expression « mouvement de défense des droits » (*weiquan yundong* 维权运动) s'est imposée aux dépens des expressions « mouvements pour les droits du peuple » (*minquan yundong* 民权运动) ou « actions pour les droits du peuple »⁽⁹⁾ (*minquan xingdong* 民权行动). Les médias étrangers en particulier et certains observateurs chinois ont noté ce changement et

en ont clarifié les implications. À la fin de l'année 2005, le choix, par le magazine *Yazhou zhoukan*, de 12 « avocats défenseurs des droits » comme

1. Note du traducteur (NDT) : le terme *gongmin* est ici traduit indifféremment par les adjectifs « citoyen » ou « civique » ; sauf pour des collocations spécifiques utilisées dans le texte, comme *gongmin quanli* (liberté civile) ou *gongmin bu fucong* (désobéissance civile). Sauf mention contraire (= NDT), les notes de ce texte sont celles de l'auteur et, dans ces dernières, les détails supplémentaires ajoutés par le traducteur sont entre crochets.
2. En 2003, alors que les autorités chinoises ne cessent d'affirmer que le SRAS est efficacement maîtrisé, Jiang Yanyong, chirurgien retraité de l'hôpital 301 envoie une déclaration écrite aux médias, où il dénonce les mensonges de l'administration sanitaire chinoise, et où il conteste les données rapportées par les médias officiels.
3. NDT : Sun Zhigang, arrêté parce qu'il n'avait pas ses papiers sur lui, a été battu à mort pendant sa détention, en 2003.
4. Sun Dawu est un entrepreneur issu du monde rural, dont les conférences à l'université de Pékin et autres établissements supérieurs avaient obtenu un franc succès. [Il dénonçait la situation des entrepreneurs ruraux, condamnés à choisir entre contrefaçon et collusion avec les autorités ; voir *The Economist*, « Businessmen are starting to challenge the authorities », www.economist.com/node/2313388 (consulté le 4 septembre 2012)]. Le 27 mai 2003, il est incarcéré et accusé d'avoir reçu illégalement des fonds publics. Il restera incarcéré plus de 5 mois, suscitant de fortes réactions des médias internationaux et chinois ainsi que des milieux intellectuels.
5. Li Guifang, toxicomane, a été arrêtée pour vol le 4 juin 2004 et a été envoyée en centre de désintoxication. Malgré le fait qu'elle ait à plusieurs reprises supplié les policiers responsables de prévenir sa famille, parce que sa fille de trois ans était enfermée seule chez elle, ceux-ci n'ont pas réagi. L'enfant sous le nom de laquelle l'affaire est connue, Li Siyi, est morte d'inanition, et n'a été découverte que le 21 juin 2004.
6. Liu Di, étudiante à l'université normale de Pékin a été arrêtée par les bureaux de la sécurité nationale pour ses propos sur Internet le 7 novembre 2002, suscitant une vague de soutien chez les intellectuels. [L'affaire est connue sous le nom de son pseudonyme internet, la souris d'acier inoxydable].
7. L'écrivain Du Daobin, fonctionnaire au bureau de l'assurance sociale de la ville de Ying, province du Hubei, a été arrêté pour une série de textes et de déclarations sur Internet en octobre 2003.
8. Wang Yi, « Minquan yundong : Juli women zhi you yi gongfen », (« Le mouvement de défense des droits : si près de nous »), *Xinwen zhoukan*, 24 novembre 2003. Voir aussi Qiu Feng, « Xin minquan yundong nian » (L'année des actions nouvelles pour les droits du peuple) et Wang Yi « 2003, Gongmin quanli nian » (2003 : Année faste pour les droits des citoyens), articles publiés dans *Xinwen zhoukan*, 22 Décembre 2003.
9. NDT : le terme *minquan* est associé à la doctrine politique de Sun Yat-sen et recouvre quatre composantes : droits de suffrage, de révocation, d'initiative, et de référendum.

« hommes de l'année » à titre collectif constitue un moment emblématique de ce tournant⁽¹⁰⁾.

Le mouvement de défense des droits a pourtant des points d'intersection, des liens, avec les mouvements dissident (*yiyi yundong* 异议运动) et démocratique (*minzhu yundong* 民主运动). He Qinglian considère que le mouvement de défense des droits porte surtout ses exigences sur les droits privés, alors que le mouvement démocratique revendique des droits publics⁽¹¹⁾. Hu Ping tire d'une comparaison entre les deux mouvements la conclusion que « les activités de défense des droits, de spontanées, tendent à devenir de plus en plus conscientes de ce qu'elles représentent. Dans la Chine d'aujourd'hui, ces activités se rapprochent de plus en plus de celles du mouvement démocratique, pour former ensemble une force colossale qui donne son impulsion à la réforme politique »⁽¹²⁾. Internet facilite et accélère la communication entre tous les types d'intellectuels et d'activistes, si bien que les identités de défenseur des droits et de démocrate tendent progressivement à se confondre et à coïncider. Les points de consensus partagés par les deux mouvements se multiplient. Les actions auxquelles ils participent ensemble sont de plus en plus nombreuses. Bien que leurs priorités ne soient pas les mêmes, il y a bien entre ces deux mouvements une tendance au soutien mutuel, à la collaboration et à la convergence.

Les conditions sociales de l'essor du mouvement de défense des droits sont principalement les suivantes :

(a) *Le développement des professions et du système juridiques.* Après la fin de la Révolution Culturelle, le système juridique chinois s'est péniblement remis en place. Il faut noter en particulier l'entrée en application du *Code de procédure administrative* (1989), du *Code de procédure pénale* – et de ses différentes améliorations (1979, 1997), la restauration de l'ordre professionnel des avocats, l'entrée en application du *Code de la magistrature* (1995), du *Code des Procureurs* (1995), du *Code professionnel des avocats* (1996)⁽¹³⁾, et la tenue de concours judiciaires unifiés au niveau national. Cet ensemble de mesures a permis d'instaurer des lois et des voies d'action en justice pour défendre les droits du peuple, mais aussi de faire émerger une communauté de juristes. Dans le même temps, le discours idéologique traditionnel (« lutte de classe », « Grande Révolution culturelle ») a dû être abandonné, les autorités réorientant leurs discours vers de nouvelles stratégies, à travers des expressions comme « réforme et ouverture », « gouvernement par la loi » (*yi fa zhiguo* 依法治国), « les trois représentations »⁽¹⁴⁾, « société harmonieuse », etc. Deux expressions ont ici un intérêt particulier : le fait de mettre en avant un « gouvernement par la loi »⁽¹⁵⁾ et d'ajouter les « droits de l'homme » à la constitution chinoise permet à la société civile⁽¹⁶⁾ de récupérer ces concepts comme étant plus que des propos vides. Le discours sur la souveraineté du droit ainsi que les nouvelles règles juridiques ont ainsi dégagé l'espace nécessaire pour les activités de défense des droits. L'affaire Sun Zhigang, en 2003, dont l'influence a été immense, constitue un exemple emblématique d'utilisation du discours officiel et du système juridique pour mener des actions civiques⁽¹⁷⁾.

(b) *Médias traditionnels et nouveaux médias.* Les médias traditionnels, bien que strictement contrôlés, ne sont pas totalement privés de toute latitude pour agir car ils sont malgré tout en position de faire jouer entre elles les différentes pressions qu'ils subissent⁽¹⁸⁾ : pressions de l'idéologie, de la censure ou du marché. C'est pourquoi les médias traditionnels (ou du moins les journalistes qui ont un sens de la responsabilité so-

ciale) adoptent souvent des stratégies pour faire apparaître dans leurs journaux certaines affaires brûlantes de défense des droits⁽¹⁹⁾. En outre, l'apparition de médias sur Internet a bouleversé l'ancienne configuration, où les médias étaient un monopole du gouvernement. L'équilibre et l'organisation des discours en Chine en ont été modifiés ; la conception même des médias s'est transformée. Ces changements vont inévitablement influencer le mouvement de défense des droits et le processus de transformation du régime politique.

(c) *Le développement de l'économie de marché élargit la sphère d'action de la société civile.* Bien que de nombreux problèmes assombrissent le miracle économique chinois – écarts très importants de richesse, collisions entre le secteur public et le monde des affaires, destruction de l'environnement, etc – il est incontestable que le niveau de vie du Chinois moyen augmente, ce qui donne aux activités de défense des droits une assise économique. On sait, depuis les théories de la mobilisation des ressources, à quel point les mouvements sociaux ont besoin de temps et d'argent utilisables à discrétion⁽²⁰⁾.

(d) *La diffusion de la pensée libérale (ziyouzhuyi sixiang 自由主义思想) et une conscience accrue des droits du peuple.* « Dans la deuxième moitié des années 1990, un important groupe d'intellectuels a soulevé à nouveau la question du libéralisme – c'est là une des tendances importantes du monde intellectuel de l'époque. Ils sont revenus sur le libéralisme, l'ont étudié, en ont fait la promotion afin de réaliser pleinement la modernisation et afin de mettre en place les principes et les ressources théoriques qui sous-tendent les démocratie constitutionnelle. »⁽²¹⁾ De nombreux ouvrages marqués par le libéralisme, pour par-

10. « Zhongguo weiquan lüshi fazhi xianfeng » (Les avocats défenseurs des droits en Chine : l'avant-garde de la souveraineté du droit), *Yazhou zhoubkan*, 25 Décembre 2005.
11. He Qinglian, « Zhengqu si quanli de weiquan huodong yu yaoqiu gong quanli de minzhuhua yundong » (Le combat pour les droits privés des activités de défense du droit, et la revendication des droits publics par le mouvement de démocratisation), <http://archives.cnd.org/HXWK/author/HE-Qinglian/kd060604-5.gb.html> (consulté le 20 août 2012).
12. Hu Ping, « Weiquan yu minyun » (Défense des droits et mouvement démocratique), *Zhongguo renqan shuang zhoubkan*, n° 12, 5 novembre 2009.
13. NDT : en chinois respectivement *Faguan fa*, *Jianchaguan fa* et *Lüshi fa*.
14. NDT : selon la doctrine de Jiang Zemin, le Parti communiste chinois doit représenter à la fois les forces productives productrices, la culture chinoise moderne, et les intérêts fondamentaux de la majorité de la population. Voir « Trois représentations », Émilie Tran, in *Dictionnaire de la Chine contemporaine*, Thierry Sanjuan (dir.), Paris, Armand Colin, 2007.
15. NDT : on traduit ici l'expression *yi fa zhiguo*, qui relève du discours politique, par « gouvernement par la loi », et le terme *fazhi*, qui relève du vocabulaire juridique, par les termes de « souveraineté du droit » ou « État de droit ». Sur les rapports entre les deux notions voir par exemple Zheng Yongnian, « Du gouvernement par la loi à l'État de droit ? Évolution de l'environnement juridique en Chine », *Perspectives Chinoises*, n° 54, 1999.
16. NDT : Nous traduisons dans ce texte le terme *minjian* par « population », ou « société civile », étant entendu que ce terme désigne ici très largement la vie sociale civile extérieure à l'État.
17. Keith J. Hand, « Using Law for a righteous Purpose: The Sun Zhigang Incident and Evolving Forms of Citizen Action in the People's Republic of China », *Columbia Journal of Transnational Law*, vol. 45, n° 1, 2006. Voir aussi Teng Biao, « Sun Zhigang shijian: Zhishi, meijie yu quanli » (L'affaire Sun Zhigang : les connaissances, les médias et le pouvoir), http://blog.boxun.com/hero/teng/19_1.shtml; ainsi que Liu Xiaobo, « Minjian weiquan yundong de shengli » (La Victoire du mouvement de défense des droits par la société civile), BBC, 6 juillet 2003, http://blog.boxun.com/hero/liuxb/91_1.shtml (liens consultés le 20 août 2012).
18. Sur les stratégies officielles pour contrôler les médias, voir He Qinglian, *Wusuo Zhongguo – Zhongguo dalu kongzhi meiti celüe da jiemí* (Verrouiller la Chine en l'enfantant : Dessillement sur les stratégies du gouvernement continental pour contrôler les médias), Taiwan, Liming chubanshe, 2006. Traduction anglaise : *The Fog of Censorship: Media Control in China*, Human Rights in China, 2008, www.hrichina.org/content/4050 (consulté le 20 août 2012).
19. Sur le rôle qu'ont pu avoir les membres du monde des médias dans l'affaire Sun Zhigang, voir Philip P. Pan, *Out of Mao's Shadow - The struggle for the soul of a New China*, New York, Simon and Schuster, 2008, chapitre 9.
20. John D. McCarthy et Mayer N. Zald, « Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory », *American Journal of Sociology*, vol. 82, n° 6, 1977, p. 1212-1241.

tie traduits, sont ainsi parus, et le monde intellectuel a témoigné d'un grand intérêt pour la diffusion de cette pensée. Or, « après avoir pénétré les esprits de nos concitoyens, les théories libérales ne peuvent qu'entrer dans leur vie »⁽²²⁾. De fait, dans le peuple, la conscience d'avoir des droits et l'idée d'une primauté du droit se développent. C'est là la base conceptuelle du mouvement de défense des droits. Dans le même temps, le sentiment d'être progressivement spolié au profit des mieux lotis (*progressive relative deprivation*) s'est accru avec le développement économique. Il constitue, au niveau de la société, une condition psychologique pour le développement de la défense des droits⁽²³⁾.

(e) *Les efforts des membres du mouvement démocratique.* Pendant les quelques années qui ont suivi 1989, les citoyens et les étudiants qui ont participé au mouvement pour la conquête de la démocratie ont été sévèrement réprimés. Ce furent pour la société des années maussades, marquées par une atmosphère d'intimidation. Mais la résistance et les efforts pour conquérir la démocratie n'ont jamais été abandonnés. Qu'il s'agisse du mouvement des mères de Tiananmen⁽²⁴⁾, du mouvement des lettres ouvertes⁽²⁵⁾, de l'organisation de partis ou des publications clandestines de la période, les mouvements de dissidence dans la société civile ont persévéré, accumulant des ressources morales. Dans une certaine mesure, ils ont permis d'élargir le champ d'action de la société civile. Aussi l'apparition du mouvement de défense des droits s'inscrit-elle dans leur continuité⁽²⁶⁾.

Le développement d'Internet en Chine

En Chine, le mouvement de défense des droits et Internet ont eu une évolution commune et se sont mutuellement influencés⁽²⁷⁾. En 1994, la République populaire de Chine est officiellement entrée dans l'Internet mondial. À la fin de l'année 1996, les usagers d'Internet y étaient 200 000. Si 2003 est l'année d'entrée en scène du mouvement de défense des droits, c'est aussi, dans l'histoire du réseau, « l'année de l'opinion internaute », les utilisateurs de la toile ayant alors pris conscience qu'ils avaient la capacité d'influer sur l'issue des événements⁽²⁸⁾. Fin 2003, le nombre d'internautes atteignait 79,5 millions, plus de 30,89 millions ordinateurs étaient connectés, et il y avait 596 000 sites internet au nom de domaine en « .cn ». À la fin des années 2004, 2006, 2008 et 2010, il y avait respectivement 94 millions, 137 millions, 298 millions et 457 millions d'internautes en Chine. Fin juin 2012 ce nombre s'établissait autour de 539 millions, le taux de pénétration du réseau atteignant 39,9 % de la population. Les utilisateurs d'Internet mobile sont désormais environ 388 millions, dépassant pour la première fois le nombre d'utilisateurs d'Internet fixe (380 millions). Les messageries instantanées comptent 445 millions d'utilisateurs et les réseaux sociaux 251 millions. Chaque semaine, les internautes se connectent en moyenne 19,9 heures⁽²⁹⁾.

Le concept de « Web 2.0 », défini en 2004, s'est très vite diffusé en Chine. Le partage entre utilisateurs, la réunion d'informations, la création de communautés en fonction d'intérêts communs, l'interactivité des rapports entre usagers du réseau sont caractéristiques d'une telle évolution. Dans le Web 2.0, les internautes ne se contentent plus de parcourir des contenus, ils en sont aussi les créateurs. Parmi les produits du Web 2.0 sont apparus Skype, Twitter, Wikipédia, Facebook, Youtube, Flickr, QQ, MSN, le réseau Renren, Weibo, etc⁽³⁰⁾. Le Web 2.0 est interactif, les informations y sont transparentes et rapides à diffuser, ce qui, grâce au développement des smartphones, a

considérablement facilité l'organisation de mouvements sociaux, et a profondément modifié leur physionomie à l'échelle de l'ensemble de la planète, faisant d'Internet un outil efficace pour faire avancer la démocratie.

En mars 2006, les hommes sont entrés dans le monde nouveau des « microblogs » (*weibo*) avec l'apparition de Twitter. Les sociétés chinoises ont ensuite imité ce modèle, le site Fanpiwang ouvrant la marche en mai 2007. Peu après, un ensemble important de sites de microblogs comme Jiwei, Zuosha et Tencent sont apparus. En août 2009, apparu en ligne Digu, Jishike, Fexion, 9991 Microblog, Tongxue, Follow5, etc. En août 2009, a été créé le site de microblogs Sina (ou Weibo), qui est devenu le plus influent du genre. Ensuite, des agrégateurs de microblogs ont été mis en ligne (t.163, Tencent et Sohu respectivement en janvier, mars et avril 2010) ; ils ont été suivis par le développement d'une foule de microblogs : thématiques, associés à des sites de commerces électroniques, à des réseaux sociaux, à des sites d'information, aux blogueurs indépendants, ils ont confirmé l'entrée de la Chine dans cette ère nouvelle d'Internet⁽³¹⁾.

Les particularités techniques de Twitter font qu'il est impossible pour le gouvernement chinois de supprimer directement les informations qui y sont publiées. Sur une affaire sensible ou une actualité brûlante, Twitter peut ainsi avoir un énorme impact. Le site a donc naturellement attiré de nombreux défenseurs des droits, journalistes citoyens, auteurs indépendants ou internautes ouverts d'esprit. Le lendemain de l'émeute du 5 juillet 2009 à Urumqi, Twitter a été bloqué (Facebook l'était le 7 juillet). Bien que le site soit en théorie inaccessible, des utilisateurs chinois sont parvenus à aller sur leur compte Twitter et à l'utiliser, grâce à différents procédés : en modifiant les fichiers hosts, en utilisant twip, tweetr et autres proxys, en passant par des sites et logiciels intermédiaires comme Dabr, Tuichi Zhongwenquan, en utilisant des logiciels comme freegate, ultrasurf, ou des réseaux privés virtuels (VPN), contournant ainsi la « grande muraille des pare-feux »⁽³²⁾. Bien qu'actuellement le nombre utilisateurs actifs de Twitter en Chine soit assez faible, parmi ceux dont la parole a du poids, avocats

21. Xu Youyu, « Ziyoushui yu dangdai Zhongguo » (Le libéralisme et la Chine contemporaine), in Li Shitao (dir.), *Zhishifenzi lichang – Ziyoushui zhi zheng yu Zhongguo sixiang jie de fenhua* (La position des intellectuels – La guerre du libéralisme et la division du monde intellectuel chinois), Changchun (Jilin), Shidai wenyi chubanshe, 2000, p. 413-430.
22. Teng Biao, « Zhongguo weiquan yundong wang hechu qu? » (Où va le mouvement chinois de défense des droits ?), *Ren yu renquan*, octobre 2006.
23. James Chowning Davies, « Toward a Theory of Revolution », *American Sociological Review*, n° 27, 1962, p. 5-19.
24. www.tiananmenmother.org/index_files/Page379.htm (consulté le 20 août 2012).
25. Pour clarifier le mouvement des lettres ouvertes civiques, voir Teng Biao, « Cong shangshu dao gongkaixin » (De l'avis présenté au supérieur à la lettre ouverte), *Beijing zhi chun*, n° 149, octobre 2005.
26. Teng Biao, « Gongmin weiquan yu shehui zhuanxing » (Défense civique des droits et changements sociaux), *Zhongguo Renquan shuang zhokan*, 4 juillet 2010.
27. Sur la co-évolution d'Internet et de la société civile, voir Guobin Yang, « The Co-evolution of the Internet and civil society in China », *Asian Survey*, vol. 43, n° 3, mai-juin 2003, p. 405-422.
28. Hu Yong, *Zhongsheng xuanhua: Wangluo shidai de geren biaoda yu gonggong taolun* (Clameurs des foules : discussion commune et expression de soi à l'âge d'Internet), p. 307-308, Guilin, Guangxi shifan daxue chubanshe, 2008.
29. Voir le rapport statistique de l'état du développement d'Internet, publié chaque année en janvier et juillet, par le Centre d'information sur l'Internet chinois (CNNIC), www.cnnic.cn (consulté le 4 septembre 2012).
30. [QQ (ou Tencent QQ) est un service de messagerie instantanée, Renren un réseau social, et Weibo un site de microblogs.] Voir http://en.wikipedia.org/wiki/Web_2.0 ainsi que http://zh.wikipedia.org/wiki/Web_2.0 (sites consultés le 20 août 2012).
31. Voir Yan Deli, « Woguo weibo de fazhan licheng he fazhan qushi fenxi » (Analyse du développement des microblogs et de ses perspectives en Chine), <http://news.iresearch.cn/0468/20101130/128679.shtml> (consulté le 20 août 2012).
32. Voir <http://zh.wikipedia.org/wiki/Twitter> ; voir aussi Zhang Ping, « Twitter zai Zhongguo » (Twitter en Chine), *FT Chinese*, www.ftchinese.com/story/001030710 (liens consultés le 20 août 2012).

actifs dans la défense des droits, journalistes citoyens et autres, la majorité utilise Twitter. Certains internautes vont sur Twitter pour promouvoir les sites de microblogs chinois, qui ont l'avantage d'être plus fréquentés. À l'inverse, d'autres vont sur les sites chinois pour encourager à s'inscrire sur Twitter, à utiliser ce site et les outils de contournement des pare-feux, avec pour argument qu'ils permettent d'accéder à de nombreuses informations sinon bloquées.

En Chine, les microblogs et la téléphonie mobile se sont développés de manière extrêmement rapide. Fin mars 2012, le nombre d'utilisateurs enregistrés sur les sites Tencent, Sina et t.163 était respectivement de 425 millions, 324 millions et 120 millions⁽³³⁾. En mai 2012, les utilisateurs du site Sina publiaient quotidiennement 100 millions de messages, et passaient en moyenne environ une heure par jour sur le site⁽³⁴⁾. Fin février 2012, le nombre d'utilisateurs de téléphones mobiles s'élevait à 1007 millions, et parmi eux, 144 millions – chiffre qui augmente encore et très rapidement⁽³⁵⁾ – disposaient d'un accès à Internet grâce à la 3G. Fin juin 2012, les utilisateurs de microblogs sur les téléphones portables ont atteint le nombre de 170 millions, ces sites étant utilisés par 43,8 % des utilisateurs de l'Internet mobile⁽³⁶⁾. « L'association des microblogs et des téléphones portables est une forme d'élargissement des interactions du réseau, elle permet aux internautes de se connecter tout en étant mobiles. Mais surtout, les blogueurs peuvent désormais utiliser leur téléphone portable pour se transformer dans l'instant en reporters, ou transmettre rapidement des informations sur un événement en train de se produire. »⁽³⁷⁾

Les cas de défense des droits : entre les cours de justice et Internet

Le travail classique des avocats défenseurs des droits est de représenter un client en justice. Aussi, la bonne connaissance de la loi, l'enquête sur les preuves, le combat pour les droits de leurs clients sont-ils les bases de leur travail. Mais s'ils se limitaient à cela, il n'y aurait pas de mouvement de défense des droits. Les plus gros problèmes du système judiciaire chinois sont l'absence d'indépendance de la justice, et l'absence de contrôles efficaces sur les infractions à la loi commises par les policiers, les procureurs, et les tribunaux. Dans presque tous les dossiers touchant aux droits de l'homme, « qui enquête ne juge pas et qui juge n'enquête pas ». Les instructions sont devenues de simples formalités, et les verdicts se jouent à l'extérieur des palais de justice. Trois facteurs jouent : d'une part, dans un contexte post-totalitaire, l'emprise du gouvernement central reste très forte au niveau local. D'autre part, à l'heure où le régime cherche avant tout à maintenir la stabilité, les fonctionnaires locaux espèrent éviter les « affaires fâcheuses »⁽³⁸⁾. Enfin, la force de l'opinion peut, dans une certaine mesure, devenir une partie à prendre en compte au moment de régler des crises ou des dossiers sensibles. Dès lors, sur un certain nombre de dossiers, les défenseurs des droits comptent sur la couverture médiatique pour influencer le verdict judiciaire⁽³⁹⁾. Dans le contexte chinois, où ni la justice ni l'information ne sont indépendantes, les rapports entre l'opinion et la justice prennent ainsi un tour extrêmement complexe. Dans des dossiers d'actualité brûlante, les défenseurs des droits suscitent des mouvements de pression de l'opinion grâce à Internet, rendant exorbitant le coût d'une décision de justice inéquitable. Dans certains dossiers, sans le contrôle et la remise en question par l'opinion publique sur Internet, l'arbitraire, les machinations ou les coups tordus judiciaires auraient tenu lieu de justice. À travers l'attention portée aux cas concrets, la rédaction de lettres ouvertes,

la signature de pétitions, l'envoi de commentaires sur Internet, à travers la défense des droits par les avocats, les journalistes et les intellectuels, se forme progressivement un *public* animé par le souci du bien *public*, et doté d'une conscience juridique⁽⁴⁰⁾. Liu Xiaobo considère que le mouvement non violent de défense des droits « s'efforce de réaliser la liberté dans la vie quotidienne ». En éveillant les esprits à travers des détails de la vie, en exprimant ses opinions, en défendant les droits et particulièrement en accumulant de manière continue les cas de défense des droits, ce mouvement permet de contribuer à faire naître au sein de la population un sens de la moralité et de la justice, des ressources d'organisation et une expérience stratégique⁽⁴¹⁾.

Après que Wang Daogang, un avocat stagiaire, a été arrêté en mars 2012 à cause d'un litige portant sur 3 000 yuans de frais d'avocat, Cheng Hai, qui le défendait, a publié sur Weibo la lettre d'accusation et la plaidoirie de ce dossier. Quand l'accusation l'apprit, elle a publié en ligne les « fondements factuels » et les « fondements juridiques » de l'affaire. Des avocats, après avoir étudié ce dossier, conclurent que Wang Daogang n'avait pas commis de délit, qu'il s'agissait simplement d'une infraction aux règles professionnelles, et qu'il n'était pas exclu que son arrestation réponde à un désir de vengeance. L'avocat Liu Yang décida alors de prendre l'affaire en main, et publia sur Internet un « Appel urgent appelant le tribunal populaire du district de Haidian à relaxer l'avocat stagiaire Wang Daogang », appel qui fut signé par 118 de ses confrères. Peu après, le bureau du procureur abandonnait les poursuites⁽⁴²⁾. Ce cas montre qu'en discutant ouvertement sur Internet d'un cas et en plaçant les parties officielles sous pression, celles-ci vont probablement y faire écho d'une manière ou d'une autre, et dans certains cas, transiger.

Après l'affaire Sun Zhigang, l'attention des internautes a permis de modifier l'issue prévisible d'un certain nombre de dossiers brûlants. C'est le cas

33. Voir « Wangyi weibo zhuce yonghu po yi cheng disan da weibo » (Le microblog t.163 [Wangyi] voit son nombre d'utilisateurs dépasser les 100 millions et devient le troisième site de microblogs), <http://tech.163.com/12/0517/10/81MTH5K5000915BF.html> (consulté le 20 août 2012).
34. Voir « Xinlang weibo yonghushu chao san yi banshu yonghu yidong zhongduan denglu » (Le nombre d'utilisateurs de Xinlang dépasse les 300 millions, la moitié des connexions se fait depuis des terminaux mobiles), *Xinjingbao*, 16 mai 2012. http://tech.ifeng.com/internet/detail_2012_05/16/14546599_0.shtml (consulté le 20 août 2012).
35. « 2012 nian 2 yue Zhongguo 3G yonghu guimo yi da 1.4 yi », (En février 2012, le nombre d'utilisateurs de la 3G a dépassé les 140 millions), http://tech.ifeng.com/internet/date/detail_2012_04/11/13804950_0.shtml (consulté le 13 septembre 2012).
36. « Di sanshi ci Zhongguo hulan wangluo fazhan zhuangkuang tongji baogao » (30^e rapport statistique sur l'état de développement de l'Internet chinois), CNNIC (Centre d'information sur l'Internet chinois), juillet 2012, www.cnnic.cn (consulté le 4 septembre 2012).
37. Yan Deli, « Woguo weibo de fazhan licheng he fazhan qushi fenxi », *op. cit.*
38. Sur cette notion, et pour un schéma des organisations de maintien de la stabilité en Chine, voir « Le Régime de maintien de la stabilité », *Caijing wang*, 7 juin 2011, www.caijing.com.cn/2011-06-07/110738832_1.html (consulté le 20 août 2012).
39. Sur le rapport entre le mouvement de défense des droits, et les médias, et sur les stratégies d'utilisation des médias par ce mouvement, voir Teng Biao, « Gongmin weiquan yu shehui zhuanxing » (La défense civique des droits et les changements sociaux), in *Zhongguo renmin shuang zhoukan*, 4 juillet 2010.
40. Voir Teng Biao, « Jing Cheng tuwei : sifa yu minyi » (Briser l'encerclement de la ville-miroir, l'opinion face au judiciaire), in *Tong zhou gong jin*, n° 7, 2008. On pourra aussi se reporter à Benjamin L. Liebman, « Watchdog or demagogue? The media in the Chinese legal system », *Columbia Law Review*, vol. 105, n° 1, 2005, p. 1-157.
41. Liu Xiaobo, « Tongguo gaibian shehui lai gaibian zhengquan » (Modifier le pouvoir politique en modifiant la société), in Liu Xiaobo, *Zhuixun ziyou* (Chercher la liberté), Hong Kong, Laogai jijinhui, 2011, p. 340.
42. Liu Yang, « Lianhe gongji, ye xu shi gaibian Zhongguo lishi mingyu youxiao shouduan » (Attaquer ensemble comme des insensés : peut-être est-ce là le moyen efficace pour modifier le destin des avocats en Chine ?) http://blog.sina.com.cn/s/blog_63aeaaff70102e00l.html (consulté le 20 août 2012).

dans les affaires Sun Dawu, Deng Yujiao⁽⁴³⁾, Cui Yingjie⁽⁴⁴⁾, Xu Ting⁽⁴⁵⁾, dans celle des habitants de Chongqing qui ont refusé un projet immobilier⁽⁴⁶⁾, dans la deuxième affaire Li Zhuang⁽⁴⁷⁾, dans l'affaire des cinq manifestants de Canton⁽⁴⁸⁾, dans les affaires Guo Baofeng⁽⁴⁹⁾ et Wu Ying⁽⁵⁰⁾, etc. On peut affirmer sans craindre de se tromper que sans l'attention des internautes, le destin de ces personnes aurait été différent. C'est dans la défense de ces dossiers qu'ont surgi des avocats des droits de l'homme dynamiques, à la forte capacité de mobilisation. Ont aussi surgi de nombreux et éminents défenseurs des droits issus de la base et des journalistes citoyens. En outre, au cours de ces interactions avec la population, les défenseurs des droits se fréquentent beaucoup, ils s'exercent et instaurent des cercles informels, stimulant l'organisation du mouvement de défense des droits. Les « collectifs d'avocats » les plus remarquables se sont formés dans ce type de contexte. Le développement d'Internet, en particulier des médias sociaux, a largement stimulé la formation d'unions entre avocats.

Qu'il s'agisse des affaires Cai Zhuohua⁽⁵¹⁾, Taishicun⁽⁵²⁾, Dongyang huashui (东阳画水), Sanban puren (三班仆人), Wangbo (王博)⁽⁵³⁾, Chen Guangcheng ou de l'affaire du lait frelaté à la mélamine en 2008, à chaque fois, de nombreux avocats se sont battus collectivement. Au début de l'année 2007 a été créé un cercle d'avocats défenseurs des droits des chrétiens. Grâce à la diffusion des microblogs, les prises de contact, les communications, les collaborations ou les actions collectives entre ces juristes sont devenues beaucoup plus faciles et nettement moins coûteuses. En Chine continentale, la revue *Nanfeng chuang* a saisi de manière pénétrante la signification que pourrait prendre l'action de ces collectifs au sein de la société. Elle a ainsi nommé 2011 « Année des actions collectives d'avocats ». Si, dans les affaires Li Zhuang et Bei Hai où il s'agissait de défendre des juristes, ces collectifs pouvaient encore représenter une forme de corporatisme, les collectifs qui ont œuvré dans l'affaire des six jeunes de Changshu (常熟六青年案) et dans l'affaire Li Qinghong⁽⁵⁴⁾ au Guizhou ont montré que le souci de contribuer au bien public avait tendance à s'élargir à d'autres types de dossiers⁽⁵⁵⁾. Plus de 100 avocats se sont par exemple impliqués dans l'affaire Li Qinghong, dont une bonne partie sont célèbres et ont beaucoup d'influence sur les microblogs. Les avocats utilisent les microblogs pour publier des informations sur ces dossiers, mettre en doute la régularité des procédures de l'accusation et des juges, révéler les actes de torture qui ont été commis sur leur client, dénoncer le fait que leur client a subi des menaces et a été obligé de congédier son avocat, signer des lettres publiques collectives et appeler les autres avocats à s'impliquer. Outre les avocats de la défense, d'autres juristes et des intellectuels sont venus assister au procès pour participer à l'enquête ou manifester leur soutien. De nombreux internautes ont posté des billets, commentant et diffusant l'affaire. Celle-ci s'est ainsi maintenue au cœur de l'attention, prenant une ampleur surprenante.

Les attroupements : Internet et le mouvement de défense des droits de l'homme en dehors des tribunaux

Outre leurs interventions ponctuelles à propos de cas individuels, les défenseurs des droits tentent, à un niveau plus fondamental, de promouvoir la souveraineté du droit en Chine.

Remettre en question les mauvaises lois

Si les défenseurs des droits défendent ceux de leurs clients dans le cadre de dossiers particuliers, ils poussent aussi à une modification du système

juridique par de multiples moyens. L'affaire de Sun Zhigang a ainsi mené à l'abrogation du système de « détention et rapatriement » (*shourong qian-song* 收容遣送)⁽⁵⁶⁾. En 2003, après que Du Daobin a été appréhendé, plus d'une centaine d'intellectuels et de défenseurs des droits ont lancé un « appel exigeant la clarification juridique du délit d'incitation à la subversion du pouvoir politique national »⁽⁵⁷⁾. À plusieurs reprises, des juristes

43. Le 10 mai 2009, au Hubei, trois membres de l'administration communale, alors qu'ils étaient présents comme clients, ont tenté de violer Deng Yujiao, qui leur lavait les pieds. Celle-ci blessa deux d'entre eux dans un acte de légitime défense. L'un d'entre eux ne put être sauvé par les secours. Deng Yujiao fut incarcérée et son cas suscita de très nombreuses réactions sur Internet. En juin 2009, elle fut relâchée.
44. Le 11 août 2006, Li Zhiqiang, fonctionnaire en charge de l'urbanisme de Haidian, et ses collègues ont saisi le cyclo-pousse d'un vendeur de rue, Cui Yingjie, déclenchant une querelle lors de laquelle celui-ci donna un coup de couteau mortel à Li Zhiqiang. Il fut condamné en avril 2007 à la peine de mort avec sursis.
45. Le 21 avril 2006, Xu Ting et son ami Guo An ont profité d'un défaut d'un distributeur automatique de billets pour y prendre de l'argent. Xu empocha 175 000 yuans, et Guo 18 000 yuans. En 2007, Xu Ting a été condamné à la prison à perpétuité. Après que les médias ont révélé cette affaire, sous la pression de l'opinion, il fut de nouveau jugé, sa peine fut finalement réduite à cinq années d'incarcération.
46. En 2004 furent lancés à Chongqing des travaux d'aménagement de la vieille ville du secteur de Hexinglu, mais des habitants, Yang Wu, ainsi que M. et Mme Wu Ping refusèrent de quitter leur domicile. Le promoteur fit creuser les fondations du nouveau projet immobilier autour de leur maison, celle-ci formant un îlot isolé à plus de 10 mètres du sol au milieu de la fosse. En deux semaines, cette affaire attira une attention considérable. L'affaire est connue sous le nom de « l'affaire de la maison-clou de Chongqing ».
47. Le 9 février 2010 à Chongqing, Li Zhuang, qui défendait Hong Gangmo, un des inculpés de l'opération « Tempête contre la mafia », fut condamné à 18 mois de prison par le tribunal de seconde instance de Chongqing pour avoir falsifié des preuves, et avoir empêché la production de témoins. Alors que sa peine allait s'achever, l'administration de Chongqing déclara qu'il était « coupable d'omissions », et transmit son dossier au bureau du procureur pour instruire l'enquête et lancer une procédure. Sous la protestation d'intellectuels, d'avocats, et de membres de tous les milieux, le bureau du procureur retira finalement sa plainte, après l'ouverture du procès.
48. Le 30 mars 2012, une dizaine de défenseurs de la démocratie habitant Canton, dont Ou Ronggui, Xiao Yong, Huang Wenxun, Yang Chong et Luo Shouheng, organisèrent une manifestation dans une rue piétonne de la ville, demandant des réformes politiques. Ils furent par la suite placés en détention pénale et accusés de « réunion, défilé et manifestation illégaux ». Grâce au soutien des internautes, ils furent successivement libérés. Il s'agit de l'affaire de la manifestation des Cinq de Canton.
49. Voir *infra*.
50. En janvier 2012, la haute cour de la province du Zhejiang a condamné à mort Wu Ying, un entrepreneur privé, pour fraude après avoir levé des fonds. Le dossier a attiré une forte attention, et, après avoir été de nouveau jugé, la condamnation a finalement été commuée en peine de mort avec sursis, le 21 mai de la même année.
51. En 2005, Cai Zhuohua, un prédicateur de l'Église clandestine de Pékin, a été arrêté pour avoir fait un don à des croyants des quartiers pauvres afin qu'ils imprimant des bibles. Il fut condamné, plus d'un an après, à trois ans de prison pour « entreprise illégale ». Son épouse a par ailleurs été condamnée à deux ans de prison.
52. En juillet 2007, de nombreux habitants du village de Taishi, dans la circonscription de Panyu, au Guangdong, ont à plusieurs reprises demandé la révocation du responsable du village, à cause notamment de problèmes d'expropriations et de dettes. De nombreux avocats défenseurs des droits se sont intéressés à ce dossier et ont offert une aide juridique. Cette affaire a suscité une importante attention médiatique, en Chine et à l'étranger.
53. NDT : l'affaire Dongyang huashui a été causée par les débordements d'un mouvement de protestation des habitants du bourg de Dongyang en mai 2004. Voir « Ceng bei fengsha de 'Dongyang Huashui shijian' zhenxiang ji guanfang baodao » (La vérité et la version officielle de l'affaire Dongyang Huashui), Lubansheng Random Thoughts blog, www.9ask.cn/blog/user/lubangsheng/archives/2006/11448.html (consulté le 20 août 2012) ; et « Large Scale Riot Erupts in Huashui Town of Zhejiang Province », *The Epoch Times*, 15 avril 2005. Les affaires Sanban puren et Wangbo concernent la question de la liberté religieuse et des sectes.
54. NDT : l'affaire des six jeunes de Changshu : pour avoir participé à une bagarre en avril 2011, six travailleurs migrants ont été condamnés à trois ans de prison par un tribunal de Changshu. Ce verdict sévère a d'autant plus mobilisé l'opinion contre lui que les accusés se trouvaient en situation de légitime défense. L'affaire Li Qinghong : ce dernier a été inculpé en 2008 par la justice de Guiyang, au cours d'une opération anti-mafia. Les chefs d'accusation, et le nombre de ses co-accusés n'ont cessé de fluctuer au cours d'une procédure aux nombreuses irrégularités.
55. Ye Zhusheng, « Lǚshi tuan: fazhi liliang de jueqi » (Les collectifs d'avocats : l'essor des forces de l'État de droit), *Nanfeng chuang*, 31 décembre 2011.
56. NDT : la procédure de « détention et rapatriement », abrogée en 2003 permettait à la police de détenir quiconque n'avait pas de permis de résidence, puis de le rapatrier vers son lieu légal de résidence.
57. NDT : le nom en chinois du délit est *shandong dianfu guojia zhengquan zui*.



Des manifestants se rassemblent pour une action de protestation de type *weiguan* le jour du procès pour diffamation du web-activiste You Jingyou dans l'affaire des « Trois cybercitoyens du Fujian », à Fuzhou 16 avril 2010 (les deux autres sont Wu Huaming et Fan Yanqiong). La banderole cite le Premier ministre Wen Jiabao et se lit « Équité et justice brillent plus fort que le soleil ». Wang Lihong, la femme sur la gauche de l'image fut plus tard inculpée de « troubles à l'ordre public » à cause de sa participation à cette action. © He Yang

ont lancé collectivement des appels à l'abolition du système de rééducation par le travail, comme la « Pétition pour le lancement d'un examen de constitutionnalité du système de rééducation par le travail et son abolition », signée notamment par Mao Yushi et He Weifang⁽⁵⁸⁾. En 2007, lors de l'affaire Wang Bo, l'avocat de la défense a ouvertement remis en question chacune des lois et interprétations judiciaires punissant les disciples de Falungong dans sa plaidoirie⁽⁵⁹⁾. En 2010, l'avocat Yang Jinzhu se préparait à lancer une large pétition pour réclamer que la Cour suprême populaire donne une interprétation judiciaire de l'article 306 du code pénal (sur le « Parjure des avocats »), avant d'être suspendu par le bureau judiciaire du Hunan⁽⁶⁰⁾. En de nombreux endroits, des militants agissent pour obtenir l'abolition de la politique de planification des naissances. En 2012, lors des discussions à l'Assemblée nationale populaire sur le projet de code de procédure pénale, la société civile s'est particulièrement inquiétée des clauses qui allaient à l'encontre de l'idée de souveraineté du droit, et de nombreux défenseurs des droits ont appelé à mettre fin aux « mauvaises lois » (*e fa* 恶法)⁽⁶¹⁾.

Promouvoir des élections directes au sein des associations d'avocats

En Chine, il n'y a pas d'autonomie de la profession d'avocat, l'association des avocats est presque systématiquement commandée par l'administration judiciaire, si bien que les associations d'avocats existantes, quel que soit leur niveau, ne sont que les marionnettes des administrations judiciaires. Il leur manque un système d'élection démocratique et un processus de prise de décision transparent. En 2004, un groupe d'avocats parmi lesquels se trouvait Liu Zilong a poussé à la révocation

du président et du secrétaire général de l'association des avocats de la ville de Shenzhen⁽⁶²⁾. Quelques années plus tard, une affaire similaire à Pékin leur a fait écho. Le 26 août 2008, 35 avocats pékinois, dont notamment Cheng Hai et Tang Jietian, ont publié sur Internet un texte intitulé « Suivre le mouvement de l'histoire, et mettre en place des élections directes dans les associations d'avocats – Appel adressé à l'en-

58. Voir « Guanyu qidong weixian shencha chengxu, feichu laodong jiaoyang zhidu de gongmin jianyi shu », www.ccwlawyer.com/center.asp?id=1293 (consulté le 13 septembre 2012). Pour deux exemples de contestation du système de rééducation par le travail à partir de cas particuliers, on se reportera à Teng Biao, « Shei lai chengdan dizhi efa de zeren? » (Qui portera la responsabilité de résister aux mauvaises lois ?), *Zhongguo renquan shuang zhoukan*, n° 41, 16 décembre 2010 ; voir aussi Si Weijiang, « Fang Hong su Chongqing shi laoiao wei yi tuo shi bei laoiao an daili ci » (Plaidoirie pour Fang Hong lors de son procès contre le bureau de la rééducation par le travail de Chongqing, après avoir été condamné à la rééducation pour calomnie envers des fonctionnaires), www.niwota.com/submsg/10342725 (consulté le 13 septembre 2012).
59. Voir Li Heping et Teng Biao, « Xianfa zhishang, xinyang ziyou – Wang Bo, Wang Xinchong, Liu Shuqin yi an de lianhe bianhu yijian » (La Suprématie de la constitution [et] la liberté de croyance religieuse – Suggestions pour une défense collective des dossiers de Wang Bo, Wang Xinchong, Liu Shuqin), in Pan Jiawei, Mao Xueping (dir.), *Jian yu Dun, Zhongguo weiquan lishi*, Hong Kong, China Human rights Lawyers Concern Group, février 2011.
60. Voir « Yangshi daofa » (L'art de l'escrime de M. Yang), *Nandu zhoukan*, 11 juin 2011, www.nb-weekly.com/news/special/201106/26344.aspx (consulté le 13 septembre 2012).
61. Beifeng a initié une « action populaire pour demander la fin des mauvaises lois » sur Internet. Il a publié le nom de chacun des membres de l'ANP, en demandant aux internautes d'envoyer des courriers, des SMS, de passer des coups de téléphone pour prévenir son député que « le projet de rectification du code de procédure pénale est une mauvaise loi, et qu'il ne faut absolument pas qu'elle passe », voir Mai Yanting « Minjian qishen fankang xingsu fa lizu 'bei shizong' hefa-hua » (La population chinoise se lève pour résister au code de procédure pénal et refuse la légalisation des « pseudos-disparitions »), www.chinese.rfi.fr/node/108060 (consulté le 12 septembre 2012).
62. « Shenzhen Lüxiehuizhang bamian shijian – zhixuan huizhang de "18 zongzui" » (L'affaire de la destitution du président de l'Association des Avocats de Shenzhen et les « 18 péchés capitaux » de l'élection directe de l'Association des avocats), *21 Shiji jingji baodao*, 4 août 2004.

semble des avocats de Pékin, au bureau judiciaire de Pékin, et à l'association des avocats de Pékin », appelant à la mise en place d'élections directes, et ébauchant en outre une « procédure d'élections au sein de l'association des avocats de Pékin », sur laquelle ils invitaient leurs confrères à faire des suggestions. En envoyant des SMS, des courriers postaux, en organisant des réunions périodiques, en se rendant sur place dans les cabinets, ils ont sollicité le soutien de leurs pairs, et fait campagne pour obtenir des votes. L'association des avocats de Pékin a alors publié la « déclaration solennelle » suivante : « Se place dans l'il-légalité quiconque utilise les SMS, l'Internet et autres médias pour nouer secrètement des contacts au prétexte de promouvoir des élections démocratiques ; publie des opinions provocatrices, lance des rumeurs parmi les avocats pékinois ; suscite la confusion dans les cœurs afin d'amadouer des avocats fourvoyés et d'obtenir leur soutien pour de soi-disant projets d'« élection directe de l'association des avocats de Pékin »⁽⁶³⁾. Cette déclaration a à son tour provoqué des remous dans le monde des juristes pékinois. Bien que les efforts pour promouvoir la démocratie dans l'association des avocats n'aient pas réussi, ils ont eu une influence très importante, et marquent un moment historique⁽⁶⁴⁾. Il semble que dans les deux années qui ont suivi, certains de ceux qui ont lancé ce mouvement (Yang Huiwen, Wen Haibo, Zhang Lihui, Tang Jietian, Tong Chaoping, et Jiang Tianyong, notamment) se sont vu retirer leur permis d'exercer, et ont été refusés aux inspections annuelles. Il s'agit là de la vengeance du bureau judiciaire et de l'association des avocats de Pékin.

Faire vivre la Constitution

En mai 2003, cinq intellectuels, dont He Weifang et Xiao Han ont envoyé un courrier au Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire (ANP) pour demander l'ouverture d'une enquête spéciale sur le dossier Sun Zhigang et l'état d'application du système de détention et de rapatriement. Il s'agissait de tenter d'utiliser le premier alinéa de l'article 71 de la Constitution (« Quand ils l'estimeront nécessaire et sur un problème spécifique, l'ANP et le Comité permanent de l'ANP pourront organiser une commission d'enquête, et se baser sur ses conclusions pour prendre les décisions adéquates »), qui n'avait jusque-là jamais été appliqué. Ils s'appuyaient en outre dans leur requête sur un autre texte, les « Règles concernant la publication d'informations gouvernementales », pour demander la diffusion de documents. Cet exemple est typique des tentatives d'utilisation des lois existantes pour promouvoir une révolution du système. En 2009, l'avocat Yang Huiwen a transmis une demande de publication d'information aux 73 administrations dépendant de la mairie de Pékin, leur demandant « les chiffres exacts de l'argent public consacré aux voitures officielles, aux réceptions et aux déplacements à l'étranger ; la situation d'exécution du budget financier annuel, le montant du budget par administration, les procédures d'élaboration du budget, etc. », mais n'a reçu que deux réponses complètes⁽⁶⁵⁾.

Se promener et s'attrouper

Une affaire publique emblématique est celle de l'installation de l'usine pétrochimique PX à Xiamen en 2007⁽⁶⁶⁾. Les protestations qui ont alors eu lieu ont donné un sens nouveau à l'expression « se promener ». Une série d'affaires publiques postérieures (l'affaires des trois internautes du



Un manifestant porte une banderole indiquant « Lumière, Vérité, Justice », « Tous les hommes aspirent à la justice » et (en petits caractères) « Suivez de près l'affaire des trois cybercitoyens du Fujian — 16 avril [2010] ». © He Yang

Fujian⁽⁶⁷⁾, l'expropriation de Yi Huang⁽⁶⁸⁾, l'affaire Zhao Lianhai⁽⁶⁹⁾, le terrain d'incinération de Pan Yu⁽⁷⁰⁾, etc) ont ensuite donné au mot « attroupement »⁽⁷¹⁾ (*weiguan* 围观) un relief particulier. Sous la plume du célèbre auteur Lu Xun, s'attrouper est une activité ambiguë, et même négative⁽⁷²⁾. « Mais les microblogs ont permis d'organiser des attroupements citoyens, donnant ainsi un nouveau sens à ce mot, qui est devenu synonyme de "participation active". L'arrivée des microblogs marque un tour-

63. Zhou Hua, « Beijing lüshi xiehui zhixuan fengbo » (Crise autour de l'élection directe de l'Association des avocats de Pékin), in *Nanfeng chuang*, 14 octobre 2008.
64. Voir aussi Jerome A. Cohen, « The Struggle for Autonomy of Beijing's Public Interest Lawyers », *China Rights Forum*, n° 1, 2009.
65. Huang Xiuli, « Yici youguan xinxi gongkai de xingwei yishu » (Une performance artistique sur la publication des informations), *Nanfeng zhouna*, 20 mai 2005.
66. NDT : le projet d'installation d'une entreprise pétrochimique taïwanaise produisant du paraxylène (« PX ») à Xiamen a suscité de très fortes résistances locales, dont notamment des manifestations, appelées ironiquement à l'époque par les internautes « jiti sanbu » (promenades collectives).
67. NDT : En juin 2009, trois internautes de Fuzhou, You Jingyou, Fan Yanqing et Wu Huaying, ont posté des billets concernant l'affaire Yan Xiaoling (une jeune femme décédée dans des conditions suspectes, probablement suite à un viol collectif). Outre le fait que la mère de celle-ci réclamait justice, ils étaient convaincus que la police de Mingqing protégeait les coupables. Le procureur de Mawei a lancé une procédure pour dénonciation calomnieuse des policiers. Après trois instructions du dossier, le tribunal de Mawei a jugé les internautes coupables de calomnie. À plusieurs reprises des internautes de tout le pays sont venus assister aux audiences pour manifester leur soutien. C'est « l'affaire des trois cybercitoyens du Fujian ».
68. Affaire de l'expropriation de Yi Huang : le 10 septembre 2010, dans le bourg de Fenggang, district de Yihuang au Jiangxi, une personne s'est immolée suite à une opération d'expropriations. Trois personnes ont été grièvement blessées, dont Ye Zhongsheng, qui est décédé.
69. Zhao Lianhai, victime de l'affaire du lait à la mélamine a lancé une enquête et publié des informations sur les affaires de produits laitiers contaminés en Chine en 2008, sous la forme d'un site non officiel « Jieshi baobao zhijia », mobilisant les parents d'enfants qui avaient développé des calculs à cause du lait à la mélamine, afin qu'ils s'unissent et défendent leurs droits en justice. En novembre 2010, Zhao a été condamné par le tribunal de l'arrondissement de Daxing à Pékin, à deux ans et demi de prison pour avoir provoqué « querelles et désordre ».
70. Affaire du terrain d'incinération de Pan Yu. En 2009, la mairie de Canton décida de construire dans l'arrondissement de Pan Yu un incinérateur de déchets, espérant une mise en service pour 2010. Une centaine de propriétaires de la rue Dashi se sont mobilisés contre cette construction en octobre 2009.
71. NDT : Nous traduisons ici par « s'attrouper » ou « attroupement » le terme *weiguan* (littéralement : entourer et observer).
72. NDT : voir par exemple les nouvelles « Yao » (Le médicament) et « A Q Zhengzuan » (Histoire d'A Q) dans le recueil de nouvelles *Nahan* (Cris), 1923.

nant durant lequel le mot *weiguan* a reçu un sens historique plus haut. »⁽⁷³⁾

L'organisation non gouvernementale (ONG) « Initiative pour une constitution ouverte » (*Gongmeng* 公盟)⁽⁷⁴⁾ ainsi que Xu Zhiyong se sont depuis longtemps intéressés aux droits des pétitionnaires, et ont organisé à plusieurs reprises des attroupements devant des « prisons illégales »⁽⁷⁵⁾. Lors de certaines visites, ils ont réussi à libérer des pétitionnaires enfermés. Dans ce type d'« attroupement », Internet est utilisé pour organiser les volontaires citoyens et construire des programmes d'action. D'autre part, ces actions sont rapportées en direct sur Twitter ou Weibo, les actions en ligne et hors ligne étant coordonnées⁽⁷⁶⁾. Le 16 juin 2010, le jour de la fête du Double Cinq, des internautes ont organisé une soirée pour, prétendument, « se rafraîchir de la canicule », mais en fait pour manifester leur soutien à Ni Yulan, un défenseur des droits. La police a finalement appréhendé cette dernière, mais les internautes les ont suivis et ont monté des tentes devant le commissariat en signe de protestation. Après avoir été expulsés par le gouvernement, ils ont manifesté le long des rues.

L'affaire des trois internautes du Fujian est un épisode fort de l'histoire des *weiguan*. Le 16 avril 2010, le jour de l'ouverture d'audience du tribunal populaire du district de Mawei, plusieurs centaines d'internautes de tout le pays se sont donné rendez-vous pour témoigner de leur soutien, et ont utilisé Twitter pour diffuser en direct la situation sur place. Bien que les participants à cet attroupement soient venus en foule, ils ont gardé une attitude pacifique et contrôlée, et sont restés bien organisés. Après cette scène très forte, ils ont laissé tout un ensemble de textes, de documentaires et d'analyses qui ont suscité l'attention des observateurs. Un commentateur a eu cette phrase : « l'attroupement de Fuzhou n'a pas surgi soudainement du néant, il est en fait le résultat nécessaire du développement de la société civile chinoise. »⁽⁷⁷⁾ Un autre : « l'attroupement de cette foule est une vague puissante qui résulte de l'accumulation de résistances au fil des années, et qui va continuer à gagner en vigueur. La signification et la valeur de cette affaire sont complètement différents et beaucoup plus importants que ce qui s'est produit lors de l'affaire de l'usine PX de Xiamen. »⁽⁷⁸⁾ Une différence importante et manifeste est que, d'une affaire à l'autre, l'objet de « l'attroupement » change : il s'agit ici de défendre le droit constitutionnel à la liberté d'opinion, et non pas un point de vue écologique en rapport avec des intérêts particuliers.

Les ONG

Beaucoup d'activités de défense des droits nécessitent un travail assidu et méticuleux : il faut coordonner les actions, trouver davantage de ressources humaines et financières. Seules les ONG en ont les moyens. Par exemple, le centre de recherche Aizhixing s'occupe du sida et d'hygiène publique, l'Initiative pour l'équité et la justice (*Hengping*) de Shenzhen, des malades psychiatriques qui sont internés de force, le centre Yirenping de Pékin des questions de l'égalité des droits, l'Institut des transitions (*Zhuanzhixing*) des situations de monopole, du pouvoir fiscal, et des changements sociaux, l'Initiative pour une constitution ouverte (*Gongmeng*), des droits de l'homme et de l'état de droit, le centre de recherche chinois contre la peine de mort (*Xingshan*), basé à Pékin, de la peine capitale, etc. Les ONG qui s'attachent en priorité à la défense des droits, qu'il s'agisse des droits des malades du sida, des droits des travailleurs ou de droits écologiques, rencontrent des difficultés pour s'inscrire dans les administrations. Elles ne peuvent s'inscrire qu'en tant qu'organisations industrielles ou commerciales, si bien que d'un

point de vue légal, elles sont considérées comme des sociétés. Certaines organisations ne peuvent pas s'enregistrer légalement, et n'existent que sous la forme d'un réseau informel de travail, par exemple l'Observatoire des droits civiques et de la vie citoyenne (*Minsheng guan cha gongzuoshi* 民生观察工作室), ou encore le Centre de recherche chinois contre la peine de mort de Pékin. Dans d'autres cas, alors que les organisations avaient pu s'inscrire dans les registres industriels et commerciaux, leur inscription a finalement été annulée, comme *Gongmeng*. Les activités de défense des droits de l'homme auxquelles participe cette organisation couvrent un périmètre assez large, par exemple les droits des pétitionnaires, les actions en justice dans l'intérêt général, la promotion de la participation des citoyens aux élections locales, les droits des avocats, la liberté d'expression, certaines affaires d'hygiène publique comme l'affaire du lait en poudre contaminé, la transformation du système de permis de résidence, l'égalité des droits en matière d'éducation, etc.

Des candidats indépendants aux élections des assemblées populaires

D'après le *Code électoral de la République populaire de Chine*, seules les assemblées populaires locales (jusqu'au niveau des cantons, *xian*) sont élues au suffrage direct. Et même à ce niveau, les élections sont manipulées, et ne sont qu'un simulacre de démocratie. Certains citoyens pourtant ont réussi à y participer de manière indépendante. On citera notamment Yao Lifa et Xu Zhiyong, pour l'influence qu'ils ont eue⁽⁷⁹⁾. En 2011 les assemblées ont été renouvelées, et étant donné l'influence déjà importante des microblogs à l'époque, un grand nombre de défenseurs des droits de l'homme, d'avocats, d'auteurs et d'enseignants ont annoncé leur participation aux élections. Ils ont mené campagne sur ces microblogs, sur des blogs, mais aussi en diffusant des tracts, en organisant des conférences et des visites. Comme le gouvernement a utilisé toutes sortes de manœuvres irrégulières – que ce soit en coulisses ou ouvertement – très peu d'entre eux ont finalement réussi à être élus. Cette campagne électorale n'en a pas moins montré la force de la société civile, et constitue un jalon historique important⁽⁸⁰⁾.

73. Xiao Shu, « Gongmin weiguan: lai zi putongren de jianjin geming » (Attroupements de citoyens : la révolution progressive qui vient de Monsieur Tout-le-monde), voir *Shidai Zhoubao*, 25 novembre 2010, n° 106. Un autre de ses textes considère les « attroupements » comme des formes de mouvements sociaux : Xiao Shu, « Guanzhu jiu shi liliang : weiguan gaiban Zhongguo » (L'attention c'est la force : des attroupements pour changer la Chine), *Nanfang zhoumo*, 13 janvier 2010.
74. NDT : cette ONG s'appelle aussi « Open constitution initiative ». L'auteur de ce texte, Teng Biao, en est membre.
75. Sur les « heijianyu » (littéralement « prisons noires »), on se rapportera à Human Rights Watch, *An Alleyway in Hell: China's Abusive "Black Jail"*, novembre 2009, www.hrw.org/sites/default/files/reports/china1109webwcover_1.pdf (consulté le 20 août 2012).
76. Pour le récit complet d'un attroupement devant une des prisons illégales, voir Teng Biao « Gongmin zai xingdong » (Le Peuple est en train d'agir), in *Gongmin Yuekan*, janvier 2009.
77. Wang Debang, « Qu shahua, qi liangzhi – Fuzhou "san wangmin an" weiguan shijian qianxi » (En finir avec l'assèchement des cœurs, ouvrir les consciences morales – quelques analyses superficielles sur les attroupements pour les trois internautes de Fuzhou), *Minzhu Zhongguo wang*, 8 mai 2010.
78. Wang Yi, « Weiguan chuanguo lishi – 4/16 qinlizhe de zishu » (S'attrouper pour faire l'histoire, récit des événements du 16 avril par un des participants), *Zhongguo renquan shuang zhoukan*, n° 25, 6 mai 2010.
79. Voir Zhang Jianfeng, « Duli renda daibiao shinian fuchen », (Dix ans de vicissitudes dans la vie d'un candidat indépendant à l'Assemblée populaire), *Nanfeng chuang*, n° 16, 2009.
80. Pour des observations des élections à l'Assemblée populaire en 2011 à Pékin et à Canton, voir Xu Zhiyong et Ai Huanhuan, « Shiluo de Guangzhou renda xuanju: Gongmeng 2001 xuanju guan cha d'er » (Les élections perdues de l'Assemblée populaire de Canton : enquête n° 2 sur les élections par *Gongmeng*) ; et Ai Huanhuan, « Dang lindaoxia de minzhu: Beijing xuanju guan cha » (La démocratie sous la direction du Parti : enquête sur les élections de Pékin), Pékin, Open Constitution Initiative, 2011, <http://gongmengchina.com> (consulté le 20 août 2012).

Mouvements de destitution

En avril 2003, près de 10 000 paysans des communes de l'agglomération de Fu'an dans le Fujian ont signé une pétition demandant, en accord avec la loi, la destitution du maire de l'agglomération. Il s'agit du premier cas depuis 1949 dans lequel des citoyens demandent la révocation d'un maire. Par la suite, que ce soit dans le canton de Minhou (Fujian), l'agglomération de Fuzhou (Fujian), la ville de Tangshan (Hebei), ou la ville de Qinhuangdao (Hebei), à chaque fois, des représentants de ces dizaines de milliers de paysans qui ont perdu leurs terres ont émergé, et ont lancé des campagnes afin de destituer les dirigeants locaux du Parti et de l'administration de leurs charges administratives et de leur qualité de représentants élus de l'assemblée⁽⁸¹⁾. En 2005, l'affaire du village de Taishi a eu une influence encore plus grande⁽⁸²⁾. L'élite des défenseurs des droits, qui connaît bien la loi, a joué un rôle important dans ces différents mouvements de destitution. On citera ici Li Boguang (connu sous le nom de Li Baiguang), Guo Feixiong, Tang Jingling, Lü Banglie, Zhao Yan et Yu Meisun.

Rédiger des guides

En permanence, le mouvement de défense des droits a besoin de constituer des bilans d'expérience, d'établir des guides d'action, de toujours mieux théoriser pour guider sa pratique. Certains défenseurs des droits et organismes ont rédigé et édité des manuels pratiques, par exemple le « Vade-mecum pour les candidats indépendants aux élections de 2011-2012, » de Yao Lifa, le « Manuel des droits des citoyens », dirigé par Zhang Hui, le « Manuel des droits fiscaux des citoyens » de l'Institut des transitions (*zhuanzhixing*), le « Manuel de la défense civique des droits » de Xu Zhiyong, le « Guide de participation aux élections pour les citoyens » de Wei Huanhuan et Yao Lifa, le « Manuel contre la torture », rédigé par Li Heiping et d'autres avocats, ou encore les guides édités par le centre de recherche Aizhixing à destination de populations ciblées comme les séropositifs, les homosexuels, etc.

Non-coopération non violente et désobéissance civile

Un exemple classique de « non-coopération non violente » est le mouvement des « 8 mao pour racheter les bulletins de vote » lancé par Tang Jingling en 2006. Il exhorte les citoyens à annoncer officiellement, par tous les moyens à disposition, leur non-participation aux élections, et à refuser de voter, en signe de rejet de ces élections manipulées. La démarche semble se situer à l'opposé de la présentation de candidatures indépendantes aux élections, mais la signification sociale des deux actes est *in fine* la même⁽⁸³⁾. Il y a d'autres actes de non-coopération, comme par exemple déclarer collectivement qu'on refuse de regarder CCTV, la télévision centrale, ou d'autres médias officiels⁽⁸⁴⁾, ou encore refuser publiquement de s'abonner aux journaux officiels, refuser de fournir des services⁽⁸⁵⁾, désinstaller les logiciels qui permettent au gouvernement de contrôler les informations, refuser d'utiliser les services mail de Yahoo à cause de l'affaire Shi Tao⁽⁸⁶⁾, refuser publiquement d'entrer au PCC, à la Ligue de la jeunesse communiste, à l'Association des auteurs et autres organismes officiels, ou alors annoncer officiellement son départ de ces organismes.

Il y a désobéissance civile quand les citoyens désobéissent à la loi, en conscience, de manière non violente, et en assumant les conséquences

légales, afin de faire appel au sens de la justice de la population. Beaucoup de théoriciens doutent que la désobéissance civile soit adaptée à un régime non démocratique. Bien qu'il soit difficile de trouver en Chine des exemples forts de désobéissance civile au sens strict⁽⁸⁷⁾, on peut citer quelques actions qui sont d'une inspiration proche. Les Églises chrétiennes clandestines, par exemple, refusent de s'inscrire sur les registres officiels et mènent ouvertement des activités de culte à l'extérieur⁽⁸⁸⁾. Yang Zhizhu a enfreint volontairement la politique de limitation des naissances. Les habitants de Pékin transgressent consciemment l'interdiction des feux d'artifice et des pétards lors de la Fête du Printemps. Dernier exemple : l'avocat Li Subin a conduit une voiture Charade, avenue Chang'an à Pékin, pour contester la politique de limitation des petites cylindrées⁽⁸⁹⁾.

Outre les actions énumérées ci-dessus, il y a beaucoup d'autres formes de défense des droits, comme les sit-in, les grèves de la faim à relais, les grèves, l'utilisation de pancartes ou banderoles dans la rue, les groupes d'enquête civiques, le lobbying auprès des décideurs politiques et des législateurs, les sketches satiriques, les performances de rue, l'écriture et l'interprétation de chansons, le boycott des abonnements Internet, les caricatures, les graffitis, les prix décernés au sein de la société civile, les concours de débats contradictoires, les documentaires⁽⁹⁰⁾, l'organisation de larges ac-

81. Teng Biao, « Ganwen lu zai hefang – Ping Fujian, Hebei deng nongmin baimian renda daibiao an » (Quelle voie faut-il emprunter s'il vous plaît ? - Sur les affaires de paysans demandant la destitution de représentants à l'Assemblée populaire au Fujian et au Hebei), *Xiandai wenming huabao*, juillet 2004.

82. Sur l'affaire du village de Taishi, on se reportera à Wikipédia, <http://zh.wikipedia.org/wiki/太石村罷免事件> (consulté le 14 septembre 2012), ainsi qu'au documentaire d'Al Xiaoming, « Taishi cun ».

83. Voir Teng Biao, « Cong "lianghui" kan shuhui xuanpiao yundong » (Considérations sur le mouvement de rachat des bulletins de vote dans le contexte des réunions annuelles de l'Assemblée Nationale et de la Conférence Politique Consultative du peuple chinois), http://blog.boxun.com/hero/2007/tengb/13_1.shtml (consulté le 20 août 2012).

84. En 2009, plusieurs personnes dont Ling Cangzhou ont lancé deux lettres publiques « Refuser la télévision centrale et le lavage de cerveau » et « Au revoir propagandes et mensonges ». Dans cette dernière lettre sont listés 10 moyens pratiques de boycotter les médias officiels et de refuser les mensonges. Par exemple, ne plus s'abonner et ne plus acheter de journaux qui tordent les faits ou les dissimulent. Dévoiler ce type de pratiques des médias et résister, en utilisant tous les moyens : téléphone, fax, mail, blogs, forums, SMS. Utiliser autant que possible les services d'information, de messagerie et de transaction électronique des sites internet les plus objectifs et complets, et les moins dissimulateurs. Refuser toute collaboration avec les médias qui tordent ou dissimulent les faits, c'est-à-dire refuser leurs invitations, refuser de faire partie du public des émissions, et de se faire interviewer par eux. Voir Radio Free Asia, « Ling Canzhou deng 28 ren fabiao 'Zaijian ! Xuanchuan yu huangyan' gongkaixin » (Ling Canzhou et 27 autres personnalités publient une lettre ouverte « Adieu ! propagande et mensonges »), www.rfa.org/mandarin/yataibaodao/openletter-03182009090819.html (consulté le 14 septembre 2012).

85. Un exemple proche est celui du district de Shifang au Sichuan. Lors du mouvement de la population contre l'installation d'une industrie minière, pour protester contre les violences de la police spéciale, dans certains restaurants et magasins ont été accrochées des pancartes « Interdit aux Forces de la Police spéciale ».

86. NDT : Shi Tao, un journaliste, a utilisé son courriel Yahoo pour envoyer des documents internes du Parti communiste. La société américaine a fini par livrer au gouvernement les informations permettant d'identifier le dissident, en 2004.

87. On se rapportera à l'analyse de Zhang Hui, « "Gongmin bu fucong" ji qi zai Zhongguo de pingjing tupu » (La désobéissance civile – et le goulot d'étranglement qu'elle franchit dans la société chinoise), *Zhongguo renquan shuangzhou kan*, n° 33, 26 août 2010, <http://biweekly.hrichina.org/article/608> (consulté le 20 août 2012).

88. Par exemple les Églises Shouwang en 2008 et Qiuyu zhifu en 2009. Voir Liu Tongsu, « Jiu ge zhuri de yiyi – Qiuyu zhifu shijian pouxi » (Le sens des neuf dimanches : Analyse de l'affaire « Qiuyu zhifu »), www.gongfa.com/html/gongfapinglun/20090912/550.html

89. Le 23 août 2005, Li Subin a conduit une Charade, voiture d'un litre de cylindrée, sur l'avenue Chang'an. Un agent de la circulation lui a adressé une contravention de 100 yuans, pour « infraction aux limitations de circulation ». Li Subin a intenté un procès à l'équipe chargée de la circulation dans la partie Ouest de Pékin. Voir *China Daily online*, « Driver Drops Lawsuit Against Beijing Traffic Police », 13 janvier 2006, www.china.org.cn/archive/2006-01/13/content_1155058.htm (consulté le 20 août 2012).

90. Voir Teng Biao, « Zhongguo gongmin yundong zhong de minjian jilupian » (Les documentaires non officiels dans le mouvement civique chinois), *Kaifang*, n° 8, 2010.

tivités « *fanzui* »⁽⁹¹⁾, etc. Les grèves de la faim et autres actions extrêmes (immolations, mutilations, incarcérations, humiliations) auto-infligées n'ont pas été largement adoptées, parce qu'elles font polémique et qu'elles sont objectivement très difficiles à mener.

Le mouvement de défense des droits en ligne

Dès qu'Internet est arrivé en Chine, les membres de la société civile l'ont utilisé pour conquérir des droits. Huang Qi, qui a créé le site Liusitianwang en 1999 et a été emprisonné en 2000 s'est appuyé sur Internet pour développer de nombreux projets concernant les droits de l'homme. Depuis la création de sites Internet, de forums, de services d'échange informatique de type BBS, de blogs, jusqu'à, de manière plus récente, l'ouverture de comptes Twitter ou Weibo, les défenseurs des droits évoluent avec leur époques et s'adaptent aux nouvelles technologies d'Internet, ouvrant une voie chinoise d'autonomisation par la technologie (*technological empowerment*).

La dimension interactive, ouverte, instantanée et proche de la base des technologies du web 2.0 a fait apparaître de nouvelles formes de mouvements sociaux en ligne. Ceux-ci disposent de lieux polycentriques, qui émergent spontanément, en transgressant des frontières territoriales, et qui sont pour leur partie essentielle virtuels. N'importe quel nœud, site ou page internet peut devenir le centre d'un mouvement. Une information délivrée négligemment par un internaute peut déclencher une action collective. Les initiateurs d'une action peuvent dissimuler leur vraie identité. À l'inverse, les mouvements sociaux en ligne peuvent aussi être planifiés, permanents (grâce à des bases bien assurées sur Internet), ou bien ancrées localement ; sur Internet, les gens peuvent délivrer les informations sous leur identité réelle – c'est d'ailleurs le plus souvent le cas⁽⁹²⁾. Comme on le voit, ces activités en ligne sont d'une grande diversité. Elles ont permis d'étendre et d'approfondir le mouvement de défense des droits en Chine.

Pétitions en ligne

Par le passé, le prix à payer pour lancer des lettres ouvertes était très élevé, les canaux de diffusion étaient restreints, et les audiences limitées. Mais Internet a facilité l'organisation de pétitions, et les a rendu moins coûteuses. Les blogs, les mails, les listes de diffusion, Skype, QQ, MSN, Twitter, Weibo : tous ces instruments peuvent être utilisés pour s'organiser et diffuser des lettres ouvertes. Il y a d'autre part des sites spécialement consacrés aux pétitions. Au moment de la campagne pour la libération de Du Daobin, plusieurs lettres ouvertes sont parues et le nombre de leurs signataires a très vite dépassé les 1600. Lors des pétitions autour de cet événement « est apparue une convergence rare entre les intellectuels libres, qu'ils soient dans les institutions officielles ou en dehors »⁽⁹³⁾. Dans l'affaire Gan Jinhua⁽⁹⁴⁾, plus de 300 personnes ont participé aux pétitions, dont une grosse partie d'avocats et de spécialistes du droit. Lors du scandale Wu Changlong le premier groupe de signataires comprenait 1252 personnes⁽⁹⁵⁾. Après l'affaire Li Wangyang⁽⁹⁶⁾, les vagues de pétitions se sont succédées, et un site internet spécialisé a été créé pour recueillir ces textes, et publier les noms des signataires⁽⁹⁷⁾. Les mouvements de pétition, qu'ils concernent un cas individuel ou un événement d'actualité, vont probablement être de plus en plus nombreux.

Sauvetages par Internet

Le 16 juillet 2009, l'utilisateur de Twitter Guo Baofeng (« amoiist ») a été incarcéré par la police de Mawei (Fujian) parce qu'il diffusait des informations sur une injustice judiciaire. Il a profité du fait que les policiers dormaient pour envoyer des demandes de secours sur Twitter, suscitant l'indignation et la compassion des utilisateurs du site. Le matin même, des internautes ont relayé un billet en associant à son nom la phrase « Ta mère t'appelle pour le repas », en signe de protestation. Cette phrase, qui était alors le titre d'une discussion très active sur le forum Baidu consacré au jeu vidéo World of Warcraft, s'est trouvée s'associer parfaitement avec la situation de Guo Baofeng. Finalement, grâce à Twitter, ce dernier a pu avertir à temps de la situation dans laquelle il se trouvait. Les utilisateurs de microblogs ont immédiatement lancé des actions de soutien hors ligne (envoi de cartes postales, etc.). Le 31 juillet, Guo Baofeng était libéré⁽⁹⁸⁾. Lors des incarcérations de Chen Guangcheng, Ai Weiwei, Xu Zhiyong et de membres de Gongmeng, d'autres activités de secours sur Internet ont été lancées, et ont eu un écho immense. De nombreux textes, photographies, billets, caricatures et vidéos sont apparus sur Twitter, Weibo et Facebook.

« Campagnes emblématiques »

À l'ouverture du procès de Liu Xiaobo, de nombreux internautes ont lancé une action dite de « l'écharpe de soie jaune ». Ils ont ajouté un ruban jaune sur leur avatar Twitter ou Weibo pour symboliser « leur attention, leurs meilleures pensées, et leur espoir d'une issue heureuse ». Parmi ceux qui se sont rendus devant le tribunal pour soutenir Liu Xiaobo, nombreux étaient ceux qui portaient une écharpe de soie jaune, ou ceux qui avaient accroché une écharpe jaune aux rambardes devant le tribunal. Lors des affaires Chen Guangcheng, Zhen Zhu (He Peirong) ou Li Wangyang, un grand nombre d'internautes ont remplacé leur photo

91. Le mot utilisé, *fanzui* (litt. riz/ivresse : sommeiller quand on est rassasié), permet un jeu de mot avec un autre *fanzui* (commettre un délit). Les soirées « repues/délictueuses » désignent donc les réunions de la société civile qui ont pour prétexte le partage d'un repas, et qui sont limitées ou interdites par le gouvernement.
92. Lu Jun, « Lun wangluo shehui yundong » (Sur les mouvements sociaux en ligne), www.bjpopss.gov.cn/bjpsweb/n32725c27.aspx (consulté le 20 août 2012).
93. Liu Xiaobo, « Minjian wei quan zai xiaosha zhong chengzhang » (La défense des droits par la société civile se développe dans une atmosphère maussade), in Liu Xiaobo, *Weilai de ziyou Zhongguo zai minjian*, Hong Kong, Laogai jijin hui, 2010.
94. NDT : Gan Jinhua a été condamné à mort en 2005 pour vol et homicide. L'instruction a été entachée d'irrégularités, l'enquête d'incohérences, le condamné a déclaré avoir été torturé et s'est rétracté après être passé aux aveux. Cette affaire a suscité une très forte attention médiatique. Voir Amnesty International, « Urgent Action: Chinese Man Faces Death Penalty », 15 janvier 2010, www.amnesty.org/en/library/asset/ASA17/004/2010/en/04b0c3e6-b183-4be8-bb42-b8a07e287c7d/asa170042010_en.pdf (consulté le 20 août 2012).
95. NDT : Wu Changlong a été arrêté puis condamné à mort avec sursis suite à l'explosion fatale d'une bombe à Fujian, dans le Fujian, le 24 juin 2004. Wu fit appel, faisant valoir que sa confession aurait été obtenue sous la torture. Voir *Human Rights in China*, « Veteran Fuzhou Lawyer Sues Judicial Bureau to Assert Right to Practice, Puts Spotlight on Two Other Flawed Cases », 3 août 2010, www.hrichina.org/content/833 (consulté le 20 août 2012).
96. NDT : Li Wangyang, militant démocrate, a été incarcéré après les événements de Tiananmen en 1989. En juin 2012, un an après sa libération, il a été retrouvé pendu dans une chambre d'hôpital dans des conditions suspectes, entraînant de nombreuses réactions en Chine continentale et à Hong Kong.
97. Voir www.liwangyang.org (consulté le 20 août 2012).
98. Wu Mao, « Cong 'ni mama han ni huijia chifan' kaiqi de Zhongguo huijianwang 'xingwei yishu' » (« Ta mère t'appelle pour le repas », début des « performances artistiques » sur l'Internet chinois). *Shidai zhoubao*, 12 janvier 2010 ; China Digital Times, « 'Guo Baofeng, Your Mother is Calling You Home for Dinner!' (With Slideshow) », 26 juillet 2009, <http://chinadigitaltimes.net/2009/07/guo-baofeng-your-mother-is-calling-you-home-for-dinner%E2%80%9D-with-slideshow> (consulté le 20 août 2012).

sur Weibo, QQ ou Twitter par celui de ceux qu'ils défendaient. Gongmeng, qui se consacre depuis des années à la défense des droits, a exhorté les internautes à utiliser un signe « citoyen » unifié. Outre ces actions, un certain nombre d'expressions inventées, comme « Cheval d'herbe et de boue » (*Caonima* 草泥马) ou « Crabe de rivière » (*Hexie* 河蟹)⁽⁹⁹⁾ permettent aux internautes de protester, de parodier ou de déconstruire les symboles qu'ils utilisent⁽¹⁰⁰⁾. J'appelle tout cela des campagnes emblématiques. Ces emblèmes et symboles communs, qui attirent les regards, fournissent aux internautes des signes de reconnaissance, et favorisent chez les participants aux mouvements sociaux la formation d'un sentiment d'appartenance, donnant ainsi de l'ampleur à la protestation. Ceux qui partagent les mêmes préoccupations s'associeront ainsi plus facilement en dehors du réseau, et leurs actions pourront se coordonner.

Publications sur le web

Le gouvernement chinois interdit strictement la création de journaux dans la société civile. Une telle activité ne rencontre pourtant pas le moindre obstacle technologique sur Internet. « 1-journal », (« le Journal d'un homme », www.1bao.org), fondé par Zhai Minglei, en est un exemple caractéristique. En outre, on trouve sur Internet de nombreux services pour créer des journaux personnalisés, Paper.li par exemple, qui permettent de réunir et de filtrer des informations qui viennent de Twitter, Facebook et d'autres réseaux sociaux, pour en faire un quotidien internet.

Mobilisations éclair (flash mob)

La mobilisation éclair est une action au cours de laquelle un groupe, après s'être donné rendez-vous sur Internet ou par SMS, se retrouve pour exécuter des mouvements bien déterminés (applaudir, crier des slogans, etc.), puis se dissout en un court instant. En avril 2012, des gens ont organisé une action de ce type, la « mobilisation éclair à Pékin pour libérer Chen Guangcheng », certes sans succès. Récemment, il y a notamment eu une mobilisation éclair sur Internet pour soutenir You Minglei : le 10 juin 2012, à 21 heures, un grand nombre de billets de soutien ont été envoyés quasiment simultanément sur tous les grands sites de microblogs⁽¹⁰¹⁾.

Moteur de recherche de chair humaine et constitution de listes de noms

Bien que la pratique du « moteur de recherche de chair humaine » (chasse à l'homme) pose un certain nombre de problèmes juridiques et éthiques, lors de certaines affaires brûlantes, les internautes ont pu soutenir des actions de traque et d'identification des malfaiteurs sur le réseau. Il y en a deux exemples récents : dans l'affaire de l'avortement forcé d'Ankang dans le Shaanxi⁽¹⁰²⁾ et dans l'affaire des violences policières lors des mobilisations contre une entreprise minière à Shifang, dans le Sichuan⁽¹⁰³⁾. Les internautes ont retrouvé sur la toile les noms de l'infirmière en chef et du policier « corpulent » responsables de chacun des faits.

En 2008, Ai Weiwei a lancé une enquête civique sur les élèves disparus lors du tremblement de terre du Sichuan, et a finalement identifié 5 212 étudiants disparus, il a mis leurs noms en ligne, et a en outre publié sur son compte Twitter le nom de chacun de ces étudiants le jour de leur anniversaire respectif. En 2010, après un incendie dans l'arrondissement de Jing'an

à Shanghai, Ai Weiwei a lancé une nouvelle collecte de noms des disparus. En juin 2012, lors d'un incendie dans l'arrondissement de Ji à Tianjian, une personne s'est appuyée sur le programme collaboratif Google Documents pour remettre en question la liste des disparus publiée par le gouvernement. Des défenseurs des droits ont utilisé Internet pour dresser une liste des condamnés politiques⁽¹⁰⁴⁾. Des sites internet et des comptes Twitter spécialisés dans le rassemblement des noms des « malfaiteurs » ont été créés, où sont compilées des informations sur les membres de la police secrète, les procureurs et les juges qui persécutent les condamnés politiques et les prisonniers de conscience.

Outre les formes mentionnées ci-dessus, il y a encore les votes sur Internet, les conférences vidéo, les séminaires en ligne, les publications sur Internet, etc. Si bien qu'on peut dire qu'il n'y a pas un jour sans qu'une nouvelle forme de mouvement social n'apparaisse sur Internet. Il est important de souligner que les activités de défense des droits en ligne et hors ligne sont rarement utilisées de manière exclusive. Au contraire, elles sont le plus souvent combinées entre elles. C'est probablement « lors de l'affaire Qiu Qingfeng en 2000 [que] sont apparues pour la première fois des formes de protestation combinées, en ligne et hors ligne »⁽¹⁰⁵⁾. En 2003, lors de l'affaire Li Siyi, de nombreux textes, poèmes, chansons et reportages ont paru sur la toile, et ont été rassemblés dans un musée virtuel à sa mémoire. Sur Internet, les gens ont offert des fleurs, des chansons, allumé des bougies, brûlé de l'encens, offert de l'alcool. Ils ont aussi suivi Ren Bumei, Wen Kejian, Qin Geng en participant à une grève de la faim par relay⁽¹⁰⁶⁾. En 2009, la lutte de Feng Zhenghu pour obtenir le droit de revenir en Chine est également un exemple réussi de défense des droits par une coordination d'actions en ligne et hors ligne menée par le biais d'articles, de SMS, ou encore de Twitter⁽¹⁰⁷⁾. Lors de l'affaire du lait en poudre à la mélamine, des réunions ont été organisées pour les familles des victimes, un

99. NDT : le mot *caonima* (herbe/boue/cheval), est composé de caractères choisis par homophonie avec l'injure « *cao ni ma* » 操你妈 (« ta mère... »). De même, l'animal *hexie*, noté (rivière/crabe : crabe de rivière), porte un nom homophone du terme signifiant harmonie ou censure 和谐 (*hexie*). Autant d'expressions qui permettent de contourner la censure – et de la tourner en dérision.
100. Voir Eva Pils, « The dislocation of the Chinese Human Rights Movement », in Stacy Mosher et Patrick Poon (éd.), *A Sword and a Shield: China's Human Rights Lawyers*, Hong Kong, China Human Rights Lawyers Concern Group, 2009, p. 141-159.
101. You Minglei a été incarcéré le 5 mai 2012 sous l'accusation d'« incitation à la subversion du pouvoir politique national », avant d'être finalement libéré une semaine plus tard. Voir « Huliwang liliang rang You Minglei an xian zhuanji » (La force d'Internet provoque un retournement de l'affaire You Minglei), www.singsquare.com/drupal712/zh-hans/content/互联网力量让游明磊案现转机 (consulté le 14 septembre 2012).
102. NDT : voir Josh Chin, « China Says It Suspended Officials in Force-Abortion Case », *The Wall Street Journal*, 15 juin 2012, <http://online.wsj.com/article/SB10001424052702303410404577468170016159682.html> (consulté le 20 août 2012).
103. NDT : voir Tania Branigan, « Anti-pollution protesters halt construction of copper plant in China », *The Guardian*, 3 juillet 2012, www.guardian.co.uk/world/2012/jul/03/china-anti-pollution-protest-copper (consulté le 20 août 2012).
104. « Beifeng: Hu Wen Zhuzheng Qijian 'zhengzhi fan' zengduo » ([Selon] Beifeng, sous le gouvernement de Hu Jintao et Wen Jiabao, le nombre de 'criminels politiques' a augmenté), www.dw.de/dw/article/0,,16052621,00.html (consulté le 20 août 2012).
105. Ce point de vue est défendu par Zhao Dingxin. *Shehui yu zhengzhi yundong jiangyi* (Explication du sens des mouvements sociaux et politiques), Pékin, Shehui kexue wenxian chubanshe, 2006, p. 112. L'affaire Qiu Qingfeng fait suite au viol et à l'assassinat de cette étudiante de l'université de Pékin le 19 juin 2000. La direction a interdit aux étudiants de manifester leur deuil et de porter des fleurs, suscitant leur opposition, <http://zh.wikipedia.org/zh/邱庆枫事件> (consulté le 20 août 2012).
106. Kang Xiaoguang, *Qisu – Weile Li Siyi de beiju buzai chongyan* (Lancer un procès – pour que la tragédie de Li Siyi ne se reproduise pas), Hong Kong, Xianggang mingbao chubanshe, 2005.
107. À partir du 7 juin 2009, le défenseur des droits Feng Zhenghu se vit refuser à huit reprises le droit d'entrer en Chine. Le 4 novembre, Feng Zhenghu commença une campagne de protestation à l'extérieur de l'aéroport Narita de Tokyo. Il fut finalement autorisé à ré-entrer en Chine après 92 jours. Cette affaire, diffusée sur Twitter et d'autres réseaux sociaux, fit beaucoup de bruit.



Des avocats et des défenseurs des droits de l'homme se sont réunis le 20 juillet 2006 devant le tribunal de la ville de Linyi (Shandong). Il ont fait le déplacement pour montrer leur solidarité avec l'avocat aveugle Chen Guangcheng, accusé d'« atteinte à la propriété publique » et de « troubles à l'ordre public », et ses avocats (ce jour-là, les autorités ont reporté le procès). Les partisans de Chen portent un t-shirt avec sa photo et les mots « Aveugle – Chen Guangcheng – Liberté ». © Teng Biao

procès a été intenté à Hong Kong, des collectifs d'avocats se sont formés, certains ont apporté de l'aide juridique pour les dossiers individuels, il y a eu des annonces dans le *Nanfang Zhoumo*, des mobilisations par Internet et dans les médias, des négociations avec les usines, des lettres ouvertes, des manifestations avec banderoles et pancartes dans la rue, des colloques scientifiques, etc. Les actions lancées pour libérer Chen Guangcheng ont pris des formes encore plus riches : protestations devant les tribunaux, envoi de lettres, envoi de lait en poudre, de fournitures de bureau, visites au prisonnier, feux d'artifices, lâchers de ballons, changements de l'avatar sur Weibo ou Twitter, port de t-shirts « Guangcheng », confection d'auto-collants à son nom pour les voitures, création de vidéos documentaires, remises de prix non officiels... Certains ont appelé les autorités locales concernées pour protester, et ont mis en ligne les enregistrements, ou alors ont pris des photos avec des lunettes noires et les ont fait circuler sur Internet en signe de soutien. Certains encore ont lancé des actions dans la rue, créé des sites internet consacrés à Chen Guangcheng, se sont associés à des lettres ouvertes, ont distribué des tracts, posté des demandes en mariage sur Internet⁽¹⁰⁸⁾ – la liste est longue.

Dans le mouvement de défense des droits, les activités en ligne et hors ligne ne cessent de se rencontrer et de se combiner. Certains ont pu dire qu'on était entré dans un « modèle multidimensionnel de défense des droits », où « sept éléments se combinent de manière dynamique : la couverture médiatique des médias nationaux, les actions dirigées sur place, les enquêtes et analyses, l'aide pour les actions en justice, la cohésion des internautes, les propositions de réforme du système, la surveillance par la société internationale (les médias internationaux et les rapports internatio-

naux) ». « C'est là la combinaison d'un mouvement de réforme systématisé et d'un mouvement social spontané. »⁽¹⁰⁹⁾

Conclusion

Charles Tilly, dont les travaux sur les mouvements sociaux font autorité, considère que ceux-ci ont trois composantes. 1) La campagne elle-même : « Un effort public pour lancer, de manière organisée et sans interruption, des appels collectifs à des autorités-cibles. » 2) Un répertoire de moyens de combat des mouvements sociaux définis comme « l'utilisation d'une combinaison d'actions politiques parmi les suivantes : création d'associations et d'alliances ciblant des buts précis, des rassemblements, des processions solennelles, des veillées, des rallyes, des manifestations, des lancements de pétitions, des déclarations en et au public, des distributions de pamphlets ». 3) L'esprit des participants, évalué en terme de « W.U.N.C. » : le fait que « les participants et les soutiens soient moralement dignes (Worthiness), unis (Unity), nombreux (Numbers), et engagés (Commitment) »⁽¹¹⁰⁾. Si l'on considère le mouvement chinois de défense des droits

108. Les reportages sur l'affaire Chen Guangcheng sont extrêmement nombreux, on ne les énumère pas ici. Concernant les demandes en mariage sur Internet, voir Gan Lu, « Ziyou Guangcheng huodong, yinfa wangyou Linyi zhenghun re » (Le mouvement de libération de Guangcheng déclenche une vague de demande en mariage avec des femmes de Linyi), www.newcenturynews.com/Article/china/201112/20111202195258.html (consulté le 20 août 2012).

109. Li Fan, *Dangdai Zhongguo de ziyou minquan yundong* (Le mouvement pour la liberté et les droits du peuple dans la Chine contemporaine), Taipei, Taiwan juliu tushu gongsi, juillet 2011, p. 195-196

110. Voir l'ouvrage de Charles Tilly, *Social Movements (1768-2004)*, Boulder (CO)/London, Paradigm Press, 2004. Pour la version chinoise, voir la traduction par Hu Li, Shanghai renmin chubanshe, 2009.

à partir de ce découpage, il est encore en cours de formation. De fait, certains intellectuels ont décrit et analysé le mouvement de défense des droits en tant que mouvement social. Li Fan, par exemple, considère que ce qu'il appelle le « mouvement pour la liberté et les droits du peuple » a les traits suivants : il a pour but clair de demander la liberté sociale et de protéger les droits et les intérêts de chacun. Il formule ses exigences sur tout le territoire, sous des formes intermittentes ou continues. Il est caractérisé par l'interaction de groupes de partisans hétérogènes. Il dispose déjà d'une forme d'organisation, quoique encore assez lâche. Il exprime ses demandes sous des formes diverses et innovantes.⁽¹¹¹⁾ Dans son état actuel de développement, ce mouvement « n'a pas de centre d'organisation bien constitué et unifié, et se trouve dans un état dispersé et spontané. Il se manifeste dans des alternances d'apparitions, de disparitions mais aussi de retours soudains. Ce mouvement présente globalement une tendance continue au développement »⁽¹¹²⁾.

Le mouvement de défense des droits chinois a ses spécificités. 1) Il est peu organisé, et il a plusieurs centres. Les ONG n'y sont que marginales, leurs activités se heurtant à de très nombreuses limitations. Par contre, il y a un certain nombre d'organisations non officielles. Par exemple : les plus actifs au sein de la société civile se réunissent, que ce soit à intervalles réguliers ou pas. Ou encore, des groupes d'avocats se forment, quand les circonstances y conduisent et autour de dossiers précis, puis se dissolvent à la fin du dossier. Ce caractère informel sert principalement à diminuer les risques, alors que la pression politique est très forte. 2) Ce mouvement formule ses exigences à plusieurs niveaux différents. Outre le combat pour les droits et les intérêts de clients particuliers, ce mouvement promeut aussi des réformes radicales de lois ou de politiques, et défend des droits constitutionnels, comme la liberté d'expression ou de croyance. Enfin, ce mouvement peut porter, comme le mouvement pour la « Charte 08 », des demandes de transformation systématique du régime politique. Mais ce type d'appel à un changement politique radical suscite toujours à l'intérieur du mouvement de défense des droits des divergences : faut-il se « politiser » ? 3) Ce mouvement mène ses actions à différents niveaux. Certaines actions de défense des droits sont extrêmement modérées. Par exemple, les messages sur les microblogs qui dénoncent la pollution de l'environnement, les colloques, les rapports d'enquête ou les demandes d'audience aux autorités supérieures, quand elles sont de faible ampleur. À l'inverse, il y a d'autres formes d'action, beaucoup plus radicales, comme l'auto-immolation ou les grèves de la faim. Faut-il entrer en grève de la faim ? Faut-il faire passer le mouvement dans la rue ? Faut-il défendre publiquement Falungong ? Sur ces questions, il y a encore des divergences.

Ce mouvement « utilise pleinement » la marge que lui laisse l'espace juridique actuel, ce qui lui permet de défendre l'équité sur des dossiers individuels, et d'améliorer des clauses de lois ou de règlements. Mais est-ce ainsi que les défenseurs des droits vont faire de la Chine un État constitutionnel ? En demandant au gouvernement de respecter la loi, peut-on donner une réalité aux libertés civiles, et ces libertés acquises, avancer vers la démocratie ? Éviter de trop s'organiser permet certes de réduire (et non pas d'éviter totalement) les risques, mais, sans organisation, est-ce que le mouvement de défense des droits peut devenir un mouvement social efficace et se développer pleinement ? « Si les problèmes politiques passent dans le champ juridique, et si en même temps les problèmes juridiques deviennent des questions techniques réservés aux spécialistes », est-ce que le mouvement de défense des droits ne risque pas de se retrouver pris à son propre piège ? Enfin, ce mouvement peut-il « choisir le maigre et évi-

ter le gras » – c'est-à-dire refuser de toucher aux dossiers et sujets sensibles ?

Ces différents débats ont commencé dès 2005 quand l'avocat Gao Zhisheng a écrit une lettre ouverte sur les persécutions subies par les disciples de Falungong. Celles-ci sont toujours d'actualité⁽¹¹³⁾. En 2006, Gao Zhisheng appelle à la transformation du mouvement de défense des droits dans le sens de « la non-violence, la politisation, une meilleure organisation et la descente dans la rue »⁽¹¹⁴⁾. Cela provoqua de nombreuses divisions dans les organismes internes des défenseurs de droit. Mais après les affaires de Shifang au Sichuan et de Qidong au Jiangsu, les discussions sur l'organisation des mouvements de défense des droits montrent que les débats de cette époque restent actuels. Et à l'heure où, à tous les niveaux, les nouvelles technologies d'Internet influencent le mouvement de défense des droits, le débat va sans doute évoluer.

Les activités collectives sont le cœur du mouvement. Les moyens de transport et de communication s'étant développés, le périmètre d'action des hommes et leur capacité à entretenir des relations les uns avec les autres ont augmenté. Les conséquences en sont manifestes sur la mobilisation sociale et les actions collectives. Par exemple, si les demandes d'audience aux autorités supérieures sont devenues un problème social depuis les années 1990, c'est dans une certaine mesure parce que de nombreuses autoroutes ont été construites et que les trains sont plus rapides⁽¹¹⁵⁾. D'après Marshall McLuhan, les médias sont « des extensions de l'homme ». On peut percevoir l'influence d'Internet sur les médias dans les expressions suivantes : « Nous, les médias » (we media), « médias du public » (public medias)⁽¹¹⁶⁾, république des médias, médias sociaux, médias participatifs, médias collaboratifs, médias possédés en commun⁽¹¹⁷⁾. Les nouveaux médias ont même modifié le sens traditionnel des notions d'espace et de temps. Manuel Castells souligne ainsi que le monde est en train de passer d'un « espace de lieux » (space of places) à un « espace de flux » (space of flows), qui est la forme dominante dans les sociétés de l'information. Le fonctionnement social des hommes s'organise désormais autour de ces flux⁽¹¹⁸⁾. D'après la formule de Paul Virilio, ce qu'on appelle le monde n'est plus un espace mesuré par sa superficie, mais « une distance temporaire, qui ne cesse de se contracter au gré de nos capacités de communication, de transmission et d'action à distance »⁽¹¹⁹⁾.

111. Li Fan, *Dangdai Zhongguo de ziyou minqian yundong*, *op cit.*, chap. 1.

112. *Ibid.*

113. Pour une discussion excellente des débats provoqués par Gao Zhisheng : Eva Pils, « Right Activism in China : The Case of Lawyer Gao Zhisheng », in Stéphanie Balme et Michael C. Dowdle (éd.), *Building Constitutionalism in China*, Basingstoke (Royaume-Uni), Palgrave MacMillan, 2009, p. 243-260. Et aussi Eva Pils, « Asking the Tiger for His Skin: Rights Activism in China », *Fordham International Law Journal*, vol. 30, n° 4, 2006. Sur la question de la politisation du mouvement de défense des droits, voir Teng Biao, « Gongmin weiquan yu shehui zhuanxing » (La défense civique des droits de l'homme et les transformations de la société), *Zhongguo renquan shuang zhoukan*, 4 juillet 2010.

114. Gao Zhisheng, « *Yinan 7.20 shijian hou weiquan kangyi yundong de yixie sikao* » (Quelques pensées sur les mouvements de résistance pour la défense des droits après l'incident de Yinan du 20 juillet 2006), <http://www.epochtimes.com/gb/6/7/30/n1404076.htm> (consulté le 20 août 2012).

115. Voir Fan Yafeng « *Weiquan zhengzhi lun* » (Discours sur la politique du mouvement de défense des droits), <http://gongfa.com/html/gongfazhuanli/minqianyuweiquan/20081128/114.html> (consulté le 20 août 2012).

116. NDT : l'expression « we media » a été popularisée par les travaux de Dan Gillmor, voir *We the Media: Grassroots journalism by the people, for the people*, Sebastopol (CA), O'Reilly Media, 2004. L'expression « public media » (média du public) apparaît notamment chez Dan Hind, comme le symétrique de « mass media » (média de masse). Voir notamment : *The Return of the public*, New York, Verso, 2011.

117. Voir Hu Yong, *Zhongsheng xuanhua*, *op. cit.*, p. 5 et 19. Hu Yong y développe la notion de *gongyuo meiti*, « médias possédés en commun », communication de tous pour tous.

118. Manuel Castells, *L'ère de l'information. vol. 1, La société en réseaux*, Paris, Fayard 1998.

119. Paul Virilio in John Armitage (éd.), *Virilio Live: Selected Interviews*, Londres, Sage, 2001, p. 78.

À l'âge de l'information, un homme peut être acteur tout en étant absent (comme par exemple les participants à un mouvement social). Il peut faire à l'avance ce qui devra être accompli dans un temps futur⁽¹²⁰⁾. Il peut manifester sa force de manière anonyme. Il peut influencer des événements sociaux réels depuis un espace virtuel. Les risques et le prix à payer pour participer à une action ont énormément baissé. Ces « micro énergies », une fois réunies, peuvent manifester des forces extraordinaires. « Chacun des clics, réponses, commentaires, inscriptions d'un internaute isolé ont en eux-mêmes un effet si infime qu'il peut être ignoré. En outre, les internautes ne naviguent pas forcément avec une représentation claire d'où se trouvent leurs semblables et ceux qui partagent leurs vues. Mais ce sont justement ces actes en apparence dénués de force et isolés qui, en s'accumulent rapidement, font porter au loin les voix isolées, transforment une petite troupe en foule, des personnes étrangères les unes aux autres en un groupe d'action dont la voix porte. »⁽¹²¹⁾ C'est aussi la raison pour laquelle le gouvernement n'a jamais cessé d'opprimer le mouvement de défense des droits, et pour laquelle les actions de la société civile sont de plus en plus dynamiques.

Le délicat problème de l'« organisation » semble placer le mouvement de défense des droits face à un obstacle de taille. Toute une série de nouvelles technologies ont pourtant modifié les liens et les échanges entre personnes : BBS, Twitter, Skype, les courriels, les listes de diffusion, QQ et les groupes qui s'y forment, les microblogs et leurs groupes d'abonnés, les blogs, mais aussi le développement des smartphones, la diffusion en temps réel de l'information, la possibilité de contacter instantanément un groupe de personnes, ou d'interagir à plusieurs en ligne, etc. Les nouvelles technologies d'Internet permettent en outre de réorganiser les informations, et de réunir les personnes qui ont des aspirations communes ; elles facilitent ainsi considérablement la mobilisation de la société et de l'opinion. Dans une certaine mesure, le « tabou de la création d'associations » a été brisé par l'apparition de formes virtuelles d'association ou de groupes en lignes. Que l'on parle d'« association virtuelle », de « groupe en ligne », d'organisations « sans statut officiel », « occultes » ou « temporaires », qu'importe, l'existence de ces « para-associations » constitue d'ores et déjà un fait social. Dans l'espace virtuel, les échanges sont incessants entre ceux qui partagent des conceptions et des préoccupations communes, si bien qu'il devient tout naturel pour ces gens de se retrouver et d'échanger hors ligne, en face à face. Ce n'est qu'à travers ce type de pratiques que les citoyens peuvent développer et nourrir une capacité à l'auto-organisation. Clay Shirky appelle cela « organiser sans organisation »⁽¹²²⁾. Selon Sydney Tarrow, « le véritable centre des actions collectives ne se trouve pas dans les groupes ou associations officiels. Il se situe bien plutôt en leur cœur, dans les réseaux sociaux non officiels, et à leur périphérie – dans les structures non officielles qui les relient. Le caractère non officiel de ce réseau de relations le rend plus difficile à infiltrer par des policiers, et atténue le risque de divisions. C'est un avantage certain à l'heure où le gouvernement est de plus en plus vigilant face aux associations »⁽¹²³⁾. Avant et après l'apparition des mouvements de défenseurs de droits, les couches populaires n'ont jamais abandonné leurs efforts pour s'organiser et toutes sortes d'organisations et de mouvements populaires en attestent, comme par exemple le Parti libéral-démocratique de Chine (*Zhongguo ziyou minzhu dang* 中国自由民主党), la Ligue de protection des droits des travailleurs (*Zhongguo laodongzhe quanyi baozhang tongmeng* 中国劳动者权益保障同盟), le mouvement des mères de Tiananmen, l'Alliance pan-bleu, le Pen-club

chinois indépendant, le Groupe de recherche sur les droits de l'homme du Guizhou, les Églises clandestines et l'Initiative pour une constitution ouverte (*Gongmeng*). À l'âge d'Internet, existent ainsi des formes de mobilisation et d'organisation qui permettent de coordonner des actions et des mouvements sociaux, tout en se passant d'organismes, de statuts, de membres fixes, de dirigeants, et de stratégie planifiée. La conception traditionnelle de l'organisation (comme action et comme structure) a été progressivement subvertie par les technologies et la pratique d'Internet.

Internet a ainsi fortement relativisé un grand nombre de dichotomies traditionnelles : diffuseur d'information contre récepteur d'information, médias officiels contre médias indépendants, médias nationaux contre médias étrangers, présent contre absent, organisation contre individu, élite contre base, public contre privé, mouvements traditionnels contre mouvements virtuels, et même politique contre non politique, en ligne contre hors-ligne, ou puissant contre impuissant. Havel dit que les « sans-pouvoir » ont un « pouvoir », celui de dire la vérité⁽¹²⁴⁾. Ils en ont désormais un autre, avec les technologies d'Internet. La toile est devenue une « technologie de libération »⁽¹²⁵⁾, et les mouvements sociaux qui se fondent sur le web 2.0 vont inmanquablement subvertir progressivement les structures établies d'échanges sociaux et de pouvoir⁽¹²⁶⁾.

La société civile existe actuellement en deçà des structures politiques que sont la liberté d'expression et d'association. Mais « elle a trouvé dans Internet une brèche où planter ses racines et unifier, sous des formes spontanées, le monde virtuel. Puis, à travers des actions collectives, elle a progressivement pénétré, influencé, mis en mouvement et modifié la réalité. Alors qu'à l'origine les actions civiques collectives étaient tout simplement impensables en Chine, elles sont devenues possibles, grâce à Internet et à l'opinion publique qui s'y développe. Ces actions ont créé une série de miracles dans la vie publique chinoise »⁽¹²⁷⁾. En 10 brèves années, le mouvement de défense des droits a connu de nombreux succès. On peut rappeler ici les affaires et les actions les plus marquantes de son histoire : l'affaire Sun Zhigang, celle du village de Tai-shi, l'affaire Chen Guangchen, l'affaire de l'usine PX à Xiamen, la Charte 08, l'enquête d'Ai Weiwei sur les victimes du tremblement de terre au Sichuan, les actions du Forum des droits de l'homme de Guizhou, les activités du site Liu Si Tian Wang de Huang Qi et du Minsheng guancha wang de Liu Feiyue, les affaires Deng Yujiao, Qian Yunhui et Li Zhuang, l'affaire des trois cybercitoyens du Fujian, les événements de Wukan, la participation en 2011 de candidats indépendants à l'élection des assemblées populaires, l'affaire de Li Qinghong dans le Guizhou, la promotion de l'éga-

120. Par exemple programmer la diffusion sur un microblog à un moment bien déterminé d'un texte écrit à l'avance.

121. Li Yonggang, *Women de fanghuoqiang* (Notre pare-feu), Guilin, Guangxi Shifan daxue chubanshe, 2009.

122. Clay Shirky, *Here comes Everyone or: The Power of Organizing without Organizations*, New York, Penguin Press, 2008.

123. Sydney Tarrow, *Power in Movement: Social Movements and Contentious Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998, p. 49-50.

124. Vaclav Havel, « The Power of the Powerless », in Vaclav Havel et al., *The Power of the Powerless. Citizens against the State in Central-Eastern Europe*, Abingdon (Royaume-Uni), Routledge, 2010, p. 10-60.

125. Larry Diamond, « Liberation Technology », *Journal of Democracy*, vol. 21, n° 3, juillet 2010

126. Il ne faut pas ici oublier l'avertissement de Charles Tilly face au déterminisme technologique. La très grande majorité des phénomènes nouveaux dans les mouvements sociaux ne proviennent pas des innovations technologiques seules, mais aussi des mutations du contexte politique et social. Voir Charles Tilly, *Social Movements (1768-2004)*, op. cit., p. 106.

127. Xiao Shu, « Zhongguo shehui de liangji zhendang yu Chuanbo Geming » (L'oscillation bipolaire de la société chinoise et la Révolution des communications), *Jingji guancha bao*, 20 juillet 2009.

lité du droits à l'éducation par l'ONG Gongmeng, et le mouvement des « nouveaux citoyens »⁽¹²⁸⁾.

Le principal inventeur de Twitter, Jack Dorsey, considère qu'« il est possible de transformer le monde en 140 caractères ». Pour ce qui est des transformations politiques en Chine, la situation est bien sûr beaucoup plus difficile et complexe. Se contenter de cliquer avec sa souris ne suffit pas, il faut aussi prendre part à des actions collectives hors ligne, qui demandent beaucoup plus d'énergie. Ces dernières années, le mot d'ordre – sobre – « s'attrouper pour changer la Chine » a porté l'optimisme de nombreux intellectuels et acteurs publics. Internet a refondé largement les conceptions et les formes de diffusion de l'information, d'interactions humaines, de mobilisation sociale et de mouvements politiques. Dans un tel contexte, les membres actifs du mouvement de défense des droits sont en train de changer la Chine, grâce à leurs activités en ligne comme hors ligne.

■ Traduit du chinois par Paul Gardères.

■ Teng Biao enseigne à l'Université chinoise de droit et science politique, exerce comme avocat au cabinet Beijing Huayi et dirige l'organisation La Chine contre la peine de mort à Pékin. Il est titulaire d'un doctorat en droit de l'université de Pékin et a fait partie, en 2003, des « trois docteurs en droit » qui ont fait appel à l'Assemblée nationale populaire au sujet de la détention illégale de migrants lors de l'affaire Sun Zhigang. Depuis lors, il a été impliqué comme conseil dans de nombreux autres cas de défense des droits de l'homme, notamment celui du défenseur des habitants ruraux Chen Guangcheng, celui du défenseur des droits Hu Jia, celui de Wang Bo portant sur la liberté de religion, et nombre de cas impliquant la peine de mort. Il a aussi co-fondé deux groupes impliqués à la fois dans la recherche et les droits de l'homme, Gongmeng (Initiative pour une constitution ouverte, aujourd'hui Gongmin) et La Chine contre la peine de mort (tengbiao89@gmail.com).

128. NDT : outre les affaires déjà présentées au cours de cet article : Qian Yunhui est un activiste du Zhejiang décédé dans des conditions suspectes en décembre 2010. Après avoir lutté pendant longtemps contre les abus du pouvoir local, il fut écrasé par un camion le 25 décembre 2010. Un témoin affirme que quatre hommes auraient tenu Qian Yunhui à terre au moment où le camion lui passait dessus. Voir Edward Wong, « Suspicious Death Ignites Fury in China », *The New York Times*, 28 décembre 2010, www.nytimes.com/2010/12/29/world/asia/29china.html (consulté le 20 août 2012). Sur l'affaire de Wukan : le village de Wukan au Guangdong a connu un violent mouvement de protestation de la population contre le gouvernement local. Un habitant, Xue Jinbo, est décédé au cours de la répression du mouvement. Ces deux affaires ont suscité un fort engagement des activistes de la défense des droits.